

Consommation

ANNALES DU C.R.E.D.O.C.

Cote
C.R.E.D.O.C.

Crédoc - Consommation, N° 1964-003
Juillet - septembre 1964.

Sou1964 - 3068 à 3072

1964
juillet

1964-003
juillet - septembre 1964

x

1964 n° 3

juillet
septembre

Le Centre de Recherches et de Documentation sur la Consommation, association à but non lucratif régie par la loi de 1901, est un organisme scientifique fonctionnant sous la tutelle du Commissariat Général du Plan d'Équipement et de la Productivité. Son Conseil d'Administration est présidé par M. Claude GRUSON, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques. Ses travaux sont orientés par un Conseil Scientifique que dirige le président de son Conseil d'Administration.

Les travaux du C.R.E.D.O.C. se développent dans les cinq lignes suivantes :

- Étude de l'évolution de la consommation globale par produit et par groupe socio-professionnel.
- Analyse du comportement du consommateur et économétrie de la demande.
- Établissement de perspectives de consommation à moyen terme.
- Méthodologie de l'étude de marché des biens de consommation.
- Étude du développement urbain.

Les résultats de ces travaux sont en général publiés dans la revue trimestrielle « Consommation ».

Exceptionnellement, ils peuvent paraître sous forme d'articles dans d'autres revues françaises ou étrangères ou bien faire l'objet de publications séparées, lorsque leur volume dépasse celui d'un article de revue.

Le Centre de Recherches et de Documentation sur la Consommation peut en outre exécuter des études particulières à la demande d'organismes publics ou privés. Ces études ne font qu'exceptionnellement l'objet de publication et seulement avec l'accord de l'organisme qui en a demandé l'exécution.

MEMBRES DU BUREAU

Président : Claude GRUSON, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques.

Vice-Présidents :

Francis-Louis CLOSON : Président Directeur-Général de la Société « Information et Publicité ».
Erwin GULDNER, Directeur des Affaires Commerciales au Secrétariat d'État au Commerce Intérieur.

Trésorier : Paul LEMERLE, Inspecteur des Finances, Chargé de Mission au Commissariat Général du Plan d'Équipement et de la Productivité.

Secrétaire : Edgar POESSEL, Inspecteur Central du Trésor, Chef du Service Administratif et Financier du C.R.E.D.O.C.

Directeur : G. ROTTIER

Directeur adjoint : E.-A. LISLE

*Toute reproduction de textes ou graphiques est autorisée
sous réserve de l'indication de la source.*

XI^e année

N° 3 - Juillet-Septembre 1964

Consommation

COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

CENTRE DE RECHERCHES
ET DE DOCUMENTATION SUR LA CONSOMMATION

30, rue d'Astorg — PARIS 8^e

DUNOD

É D I T E U R

92, rue Bonaparte PARIS-6^e

Téléphone : DANton 99-15 C. C. P. PARIS 75-45

France : 42 F - Étranger : 50 F - Le numéro : 12 F

sommaire

ÉTUDES

Michel BAISE

Comparaison internationale des dépenses d'habitation. 3

* * *

Quelques problèmes de mesure et de prévision de la
consommation d'énergie des ménages. 41

NOTES ET CHRONIQUES

Hubert FAURE

Dépense au kilomètre pour un modèle de voiture
donné. 80

Michel GUILLOT

Loyers et revenus des nouveaux locataires. 83

Liliane KARAIMSKY

Évolution de la population des ménages de 1954 à 1962. 98

BIBLIOGRAPHIE

COMPARAISON INTERNATIONALE DES DÉPENSES D'HABITATION

par

Michel BAISE

INTRODUCTION

« L'expression **fonction de consommation** désigne les éléments d'une nomenclature de consommation qui vise à isoler des ensembles de biens ou services correspondant aux besoins qui guident le comportement du consommateur »⁽¹⁾. Ainsi s'exprime la Comptabilité Nationale Française.

Certes, la formulation est très prudente, mais la lecture des statistiques de consommation établies sur la base de cette définition renseigne clairement sur le but visé : il s'agit bien de regroupement des dépenses en catégories correspondant aux besoins essentiels du consommateur, tels que l'alimentation, l'habillement ou l'habitation⁽²⁾.

Pendant ces besoins n'ont pas été définis à partir d'études approfondies. Le classement adopté est davantage fondé sur le bon sens et la tradition que sur des critères scientifiques précis. Il apparaît donc a priori comme probable que les progrès de la recherche psychosociologique conduisent un jour à le remanier.

Il est remarquable que la classification fonctionnelle des dépenses qui semble toute désignée pour servir de base à la recherche économétrique y soit en pratique assez peu utilisée, sauf pour l'étude des dépenses alimentaires. A cette exception près, l'économétrie de la consommation paraît s'être orientée tout naturellement vers l'analyse de la demande des divers biens pris individuellement ou de groupes de biens définis en fonction d'autres critères, ce qui est sans doute explicable par l'hétérogénéité des catégories de dépenses retenues dans la nomenclature fonctionnelle.

Le présent article ne vise pas à aborder une étude complète de la fonction **Habitation**. Il n'en est que l'une des introductions possibles, doublée d'une réflexion sur la possibilité et l'utilité éventuelle d'une telle étude. Le but visé est le rassemblement d'un certain nombre de renseignements utiles en ce qui concerne l'observation des dépenses d'habitation et les méthodes utilisables en ce domaine. Le cadre international a été retenu comme étant le mieux adapté à ce projet.

Il sera tout d'abord procédé à un examen des difficultés entraînées par la recherche d'une définition précise de la fonction **Habitation**. Une définition provisoire étant alors obtenue, elle sera appliquée à la comparaison des dépenses d'habitation dans un certain nombre de pays d'Europe

(1) Bibliographie [13], p. 1596.

(2) Les tableaux détaillés de consommation publiés par le C.R.E.D.O.C. Bibliographie [14] [15] reflètent ce souci au même titre que les tableaux globaux établis par les comptables nationaux.

de l'Ouest et d'Amérique du Nord, ce qui nécessitera la discussion des méthodes de comparaison employées.

Toute comparaison internationale de dépenses suppose en effet la solution préalable de trois problèmes principaux, à savoir la mise sur pied d'une nomenclature, la collecte de la documentation et le choix des méthodes de comparaison.

Faute d'accord universel sur le contenu de l'expression « dépenses d'habitation », il convient d'exposer quel sens précis nous lui attribuerons dans cette étude. Comme il n'existe pas une classification unique des dépenses liées à l'habitation, nous examinerons les nomenclatures actuellement en vigueur et en tenterons l'harmonisation. Un projet de classification servira donc de conclusion à la première section.

Le problème de la documentation statistique est directement lié à celui de la classification des dépenses dans la mesure où, en l'absence d'une nomenclature internationale unique, les chiffres disponibles doivent souvent subir des corrections notables avant toute tentative de comparaison. En ce qui concerne le champ géographique de l'étude, les recherches effectuées ont permis d'établir des séries assez détaillées de 1950 à 1960 pour neuf pays d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord. Les tableaux récapitulatifs correspondants seront présentés à la fin de la seconde section.

La seconde partie de l'étude sera consacrée à la comparaison proprement dite. Celle-ci se heurte à de nombreux obstacles dont le moindre n'est certes pas la diversité des monnaies. Ils ont bien souvent été surmontés au prix de simplifications abusives et de postulats erronés. La méthode utilisée ici repose sur le calcul de coefficients budgétaires, complété dans la mesure du possible par des calculs d'actualisation des résultats fournis par le Service des Comptes Nationaux de l'O.C.D.E. ⁽¹⁾.

(1) Bibliographie [1] et [2].

SOMMAIRE

	pages
Première partie : Nomenclature internationale et statistiques nationales	5
I. — Définition et nomenclature des dépenses d'habitation	5
Logement	6
Énergie	7
Équipement du logement	7
Produits d'entretien	8
Services domestiques	8
II. — Statistiques nationales de dépenses d'habitation	11
Deuxième partie : Comparaison de coefficients budgétaires	17
Le coefficient budgétaire « Habitation »	19
Le coefficient budgétaire « Logement »	22
Actualisation des résultats O.C.D.E.	26
Prix et quantité de logements	28
Les autres dépenses liées à l'Habitation	32
Le coefficient budgétaire « Équipement du logement »	34
Le coefficient budgétaire « Énergie »	37
Le coefficient budgétaire « Services domestiques »	39
Conclusion	39
Bibliographie	40

PREMIÈRE PARTIE

NOMENCLATURE INTERNATIONALE ET STATISTIQUES NATIONALES

I. — DÉFINITION ET NOMENCLATURE DES DÉPENSES D'HABITATION

La notion de dépenses liées à l'habitation traduit un effort de classification fonctionnelle de l'ensemble des dépenses de consommation. L'hypothèse théorique sur laquelle repose une telle classification est qu'il existe un certain nombre de fonctions de consommation liées aux besoins essentiels que cherche à satisfaire le consommateur. De manière plus pragmatique, il s'agit d'une nomenclature des dépenses suivant leur objet.

L'existence d'une fonction **Habitation** n'a jamais, à notre connaissance, été formellement démontrée. Rien n'interdit néanmoins de la postuler et de supposer que les dépenses correspondantes sont consciemment affectées par le consommateur à la satisfaction d'un besoin précis : l'Habitation. Il s'agit alors de définir avec précision quelles sont ces dépenses, ce qui ne va pas sans de sérieuses difficultés.

Nombre de biens et services concourent en effet à la satisfaction du besoin d'habitation, et certains d'entre eux participent conjointement à la satisfaction d'autres besoins ⁽¹⁾. Or il n'existe aucun critère objectif permettant de déterminer la proportion à attribuer à chaque besoin, étant donné le caractère essentiellement subjectif du besoin.

Un exemple classique des difficultés entraînées par cette absence de critère objectif est celui des dépenses d'aménagement de la cuisine. Celles-ci sont liées à l'aménagement général du logement, mais elles ont un rapport non moins direct avec la préparation des repas, et il n'y a aucune raison péremptoire de les cataloguer sous le titre **Habitation** plutôt que sous le titre Alimentation.

Il serait souhaitable que les recherches de caractère psychosociologique sur le comportement du consommateur, actuellement en plein développement, apportent le complément d'information indispensable. Mais il n'est pas impossible que de telles recherches conduisent simplement à faire douter de la valeur explicative d'une classification fonctionnelle.

L'intuition seule conduit donc à postuler l'existence d'une fonction Habitation. Cette hypothèse n'est pour l'instant ni confirmée, ni infirmée. Il semble enfin que les études sur le comportement du consommateur puissent apporter des précisions intéressantes sur ce point.

(1) Il n'est pas absurde de considérer à la limite que la consommation de n'importe quel bien entraîne la satisfaction simultanée de plusieurs besoins.

Sur le plan pratique néanmoins, les dépenses d'habitation sont depuis longtemps déjà enregistrées par les statistiques, ce qui pose également, mais sous un autre angle, le problème de la définition. Il s'agit cette fois d'aboutir à un cadre souple et précis.

Deux grandes qualités d'une série statistique sont en effet l'homogénéité interne, c'est-à-dire le fait d'avoir un contenu dépourvu d'ambiguïté et invariable, permettant la comparaison dans le temps, et l'homogénéité externe, c'est-à-dire le fait que son contenu soit le même que celui des autres séries correspondantes, permettant la comparaison dans l'espace.

L'idéal en la matière serait une nomenclature internationale précise, souple et d'application générale. Une nomenclature précise attribuée à chaque catégorie de dépenses un contenu dépourvu d'ambiguïté, ce qui semble bien être une condition sine qua non à l'obtention de séries statistiques valables. Une nomenclature souple peut être adaptée aux possibilités variables des appareils statistiques des divers pays. C'est une condition nécessaire, sinon suffisante, pour qu'elle soit appliquée.

Trois nomenclatures internationales possèdent à des degrés divers ces qualités de souplesse et de précision ⁽¹⁾. La nomenclature de l'O.N.U. est la plus ancienne, la moins précise, mais aussi la plus utilisée. Celle de l'O.C.D.E. en est assez proche, du moins en ce qui concerne les dépenses d'habitation. Comme toutes les séries statistiques utilisées dans la présente étude émanent de pays membres de cette organisation, elles sont établies sur des bases assez voisines de celles conseillées par l'O.C.D.E. En ce qui concerne la nomenclature de Genève, établie sous l'égide de l'O.N.U. par la Conférence des Statisticiens Européens, son plus grave défaut est de ne pas être encore appliquée, mais elle présente l'intérêt particulier de tenter de concilier les exigences des pays de l'Est et de l'Ouest ⁽²⁾.

En l'absence d'une définition théorique rigoureuse des dépenses d'habitation, notre propos est d'examiner les nomenclatures internationales et un certain nombre de nomenclatures nationales, et de les critiquer en vue de parvenir à une définition opérationnelle, permettant la comparaison et dont les imperfections soient soulignées.

En première approximation, les dépenses d'habitation peuvent être divisées en cinq catégories : logement, énergie, équipement du logement, produits d'entretien et services domestiques. Il est commode d'examiner successivement chacun de ces groupes de dépenses ⁽³⁾.

LOGEMENT

La définition O.N.U. est adoptée par la plupart des autres nomenclatures, à savoir loyers bruts payés par les locataires, loyers imputés des propriétaires, réparations courantes et charges de distribution d'eau ⁽⁴⁾. En fait, les pays qui n'appliquent pas encore la définition O.N.U. des dépenses de logement pourraient s'y conformer au prix de quelques ajustements assez simples.

(1) Bibliographie [3], [4], [5].

(2) Ces exigences sont en particulier contradictoires en ce qui concerne l'enregistrement statistique des services, la fourniture de services non directement productifs n'étant pas, à l'Est, considérée comme production.

(3) Les conclusions de la discussion qui suit sont résumées au tableau I.

(4) Néanmoins, plusieurs nomenclatures nationales n'intègrent pas dans ce poste les charges de distribution d'eau (U.S.A., Canada, Pays-Bas, France). Certaines n'intègrent pas non plus les réparations (Canada, Pays-Bas). En Grande-Bretagne au contraire le poste comprend le montant net des primes d'assurance incendie.

La question importante est celle du traitement réservé aux propriétaires. La solution choisie consiste à leur imputer un loyer en fonction de la valeur locative du logement qu'ils occupent, ce qui pose des problèmes d'évaluation délicats, mais surtout un problème fondamental et commun à tous les biens durables, à savoir le dilemme entre enregistrement de la dépense et évaluation du service rendu.

Le fait d'imputer au propriétaire un loyer correspondant à une estimation de la valeur locative du logement occupé équivaut à une évaluation du service rendu par ce logement, mais cette solution conduit à surévaluer le total des dépenses de consommation, puisqu'elle entraîne le décompte de dépenses fictives.

Une autre solution imaginable consisterait à enregistrer les décaissements effectifs relatifs à des acquisitions de logements. Cela reviendrait à considérer l'achat d'un logement comme un acte de consommation courante, ce qui n'est évidemment pas le cas.

L'acquisition d'un logement est en effet sans conteste une opération d'investissement. Elle est d'ailleurs enregistrée comme telle par la comptabilité nationale (1).

Le fait brutal est que propriétaires et locataires se trouvent dans des situations radicalement différentes et qu'il n'existe aucune méthode d'application générale permettant de surmonter cette opposition. La solution consistant à imputer des loyers fictifs aux propriétaires est acceptable, sinon pleinement satisfaisante, pour l'établissement de tableaux de consommation, à condition de garder en mémoire ses insuffisances.

ÉNERGIE

La définition O.N.U. est largement adoptée dans les autres nomenclatures (2). Quelques pays intègrent, comme on l'a vu, les charges de distribution d'eau dans ce poste au lieu du poste logement. Un point plus délicat est la fourniture de glace (mentionnée seulement aux U.S.A.) qui ne constitue pas à proprement parler une fourniture d'énergie, mais nous paraît pouvoir y être aisément assimilée. Quant au chauffage urbain (mentionné seulement en France), il a sa place logique parmi les autres dépenses d'énergie. Les difficultés susceptibles de surgir à ce sujet ont trait à l'évaluation et non pas à la nomenclature.

ÉQUIPEMENT DU LOGEMENT

C'est le titre de l'un des postes de la nomenclature française utilisée par le C.R.E.D.O.C. (3). Le contenu de ce poste (ameublement, y compris textile, matériel ménager et articles de ménage) est présent sous des appellations diverses dans toutes les autres classifications. C'est la raison de son choix comme base de référence.

A l'autre extrême se trouve la nomenclature suédoise, où sont inclus de surcroît : appareils de radio et de télévision, phonographes, disques, pianos et orgues de salon, horlogerie, voitures d'enfants, équipement du jardin, objets d'art, antiquités, optique et orfèvrerie.

(1) Les dépenses correspondant à l'acquisition et au gros entretien d'immeubles constituent, rappelons-le, l'essentiel de la partie Emplois du compte de capital des ménages.

(2) Cf. tableau I.

(3) Bibliographie [14].

Les autres nomenclatures attribuent au poste équipement du logement un contenu variable, mais toujours plus large que ne le fait la nomenclature française et moins que la nomenclature suédoise.

Les biens qui viennent d'être énumérés sont en effet difficiles à classer dans une nomenclature fondée sur le concept d'objet de la dépense ⁽¹⁾. En pratique toutefois, le caractère composite de ces biens étant reconnu, le fait qu'ils soient classés ou non parmi les biens d'équipement du logement n'a pas une importance primordiale. Il apparaît au contraire hautement souhaitable qu'ils soient classés de la même manière dans les diverses nomenclatures. Un accord international semble donc s'imposer à leur sujet.

La question la plus délicate à résoudre préalablement à un tel accord est celle de la frontière entre biens durables et non durables. L'étude de la consommation de biens durables se heurte en effet à des difficultés particulières, déjà mentionnées ci-dessus à propos du logement, dues au fait que la dépense est en la matière un indicateur très médiocre du service rendu.

Comme l'indique élégamment la Comptabilité Nationale Française : « Pour évaluer la consommation de biens et services par les ménages pour une période déterminée, il faudrait théoriquement évaluer l'usure des biens qui ne sont pas encore entièrement détruits au cours de la période (biens durables). Mais il est difficile d'évaluer ces destructions lentes, ne serait-ce qu'en raison de l'incertitude concernant les durées de vie de ces biens. Aussi la comptabilité nationale enregistre-t-elle dans la consommation tous les biens et services acquis au cours de la période analysée par les comptes, à l'exception de la construction et du gros entretien des immeubles » ⁽²⁾.

Quelle que soit la solution adoptée dans le futur pour l'enregistrement de la consommation de biens durables, il est logique et utile de leur attribuer une place à part dans la nomenclature. Or le découpage proposé par la classification O.N.U. est loin d'être parfait ⁽³⁾, si bien qu'il est pratiquement inutilisé, chaque pays ayant adopté pour son compte la définition la mieux adaptée à ses besoins ou à ses possibilités d'information.

PRODUITS D'ENTRETIEN

On retrouve dans presque toutes les nomenclatures, et sous des titres divers, ces produits qui constituent une partie du poste « articles ménagers non durables » de la classification O.N.U., à savoir : savon de ménage, produits de nettoyage, polissage et entretien, articles ménagers en papier, bougies...

SERVICES DOMESTIQUES

Les services domestiques au sens étroit, c'est-à-dire le poste « gens de maison » de la classification O.N.U. sont mentionnés dans toutes les nomenclatures ⁽⁴⁾. Mais les autres services (poste « services d'entretien » de la

(1) Cf. Les remarques d'ordre général à ce sujet en Introduction.

(2) Bibliographie [13] (page 1587).

(3) Cf. tableau I.

(4) Rappelons que les versements de salaires aux domestiques sont considérés comme opérations de répartition par la Comptabilité Nationale Française. Ils sont néanmoins inclus dans les tableaux de consommation publiés par le C.R.E.D.O.C., bibliographie [14], comme dans tous les tableaux étrangers.

classification O.N.U.) varient considérablement d'une nomenclature à l'autre.

Réparations d'articles ménagers, d'horlogerie, de chaussures, d'articles d'habillement et textiles ménagers, nettoyage, blanchissage, teinturerie, location d'articles ménagers, primes nettes d'assurances incendie et vol du mobilier, déménagements, garde-meubles, ramonage, lavage de vitres, plomberie, et marges bénéficiaires sur ventes d'occasion : tels sont les services mentionnés dans une ou plusieurs classifications. Si certains d'entre eux correspondent à des dépenses directement liées à l'habitation, pour d'autres la liaison apparaît beaucoup moins nette.

TABLEAU I

**Projet de nomenclature des dépenses d'habitation
comparé à la nomenclature O.N.U.**

O.N.U.	Projet
<p>Logement Loyers bruts y compris charges diverses, distribution d'eau et taxes locales (loyers correspondant à tout l'équipement fixe tel que plomberie, installation électrique et de chauffage, mais excluant la part correspondant à l'usage du mobilier en cas de location meublée), réparations locatives (peinture intérieure, papier peint et décoration par exemple).</p>	<p>Logement (Services) 1) Loyers bruts et charges. 2) Loyers imputés des propriétaires. 3) Réparations locatives. 4) Eau.</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 10px 0;"> <p>Aucun changement par rapport à la définition O.N.U., mais des subdivisions sont prévues.</p> </div>
<p>Chauffage et éclairage. Charbon, coke, briquettes, combustibles liquides, bois et charbon de bois, électricité, gaz et chauffage urbain.</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 10px 0;"> <p>Les combustibles non expressément mentionnés tels que lignite et tourbe par exemple sont à rajouter, ainsi que la glace.</p> </div>	<p>Énergie (non durable). 1) Combustibles solides. 2) Combustibles liquides. 3) Gaz. 4) Électricité. 5) Divers (y compris glace et chauffage urbain).</p>
<p>Articles ménagers durables. a) Ameublement : meubles, agencements, pianos, rideaux, housses, etc. b) Équipement : poterie, cristallerie, ustensiles ménagers, coutellerie et argenterie, appareils de chauffage et d'éclairage, réfrigérateurs, appareillage électrique, machines à coudre, appareils de radio et télévision, gramophones et disques, pendules et voitures d'enfants.</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 10px 0;"> <p>Il conviendrait de retrancher : — pianos, postes de radio et télévision, gramophones et disques (culture, loisirs) ; — voitures d'enfants (transport ou divers).</p> </div>	<p>Équipement du logement (durable). 1) Ameublement : Meubles, literie, accessoires d'ameublement. 2) Textiles de maison : Tapis et moquettes, textiles d'ameublement et linge de maison. 3) Matériel ménager : Tous gros appareils ménagers, électriques ou non. 4) Articles de ménage : Vaisselle, ustensiles ménagers, petits appareils, ampoules électriques...</p>

TABLEAU I (suite)

O. N. U.	Projet
<p>Dépenses d'entretien courant.</p> <p>a) Gens de maison : Rémunération en espèces et en nature du personnel domestique.</p> <p>b) Biens non durables d'équipement du logement : Allumettes, savon de ménage, détergents autres produits de nettoyage et polissage, articles en papier, bougies et ampoules électriques, réparations de tous les biens durables.</p> <p>c) Services divers : Réparations de chaussures, nettoyage, blanchissage, teinturerie et couture, location de tous biens d'équipement du logement, primes nettes d'assurance incendie et vol du mobilier, déménagement et garde-meubles.</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;"> <p>Il conviendrait de retrancher :</p> <ul style="list-style-type: none"> — réparations de chaussures, nettoyage, teinturerie, blanchissage de l'habillement (Habillement). — déménagement et garde-meubles (Transports). — ampoules électriques (Articles de ménage). </div>	<p>Entretien courant.</p> <p>1) Services domestiques : gens de maison (services).</p> <p>2) Produits d'entretien (non durables) : Savon, détergents, autres produits de nettoyage et polissage, articles en papier, bougies, allumettes.</p> <p>3) Services divers (services) : Réparations, location et marges sur achats d'occasion de tous biens d'équipement du logement. Nettoyage, blanchissage et teinturerie des textiles de maison. Primes nettes d'assurance incendie et vol du mobilier. Services d'entretien : ramonage, lavage de vitres, plomberie, couture, etc...</p>

Ce rapide tour d'horizon des nomenclatures montre qu'aucune définition des dépenses d'habitation n'a encore reçu l'accord unanime des statisticiens. L'absence d'une définition théoriquement rigoureuse n'est certes pas étrangère à cet état de fait. Mais la relative imperfection des nomenclatures internationales, qui en découle, a aussi son importance.

Il suffirait qu'intervienne un large accord sur une nomenclature améliorée pour que soient résolus la plupart des problèmes pratiques. Chaque pays étant libre de conserver sa nomenclature actuelle, ce qui présente des avantages évidents pour la comparaison temporelle, il suffirait que des sous-postes facilitant l'adaptation à la nomenclature internationale soient créés, ce qui interdirait, semble-t-il, toute imprécision ou ambiguïté de classification et faciliterait beaucoup la comparaison dans l'espace.

La nomenclature de Genève est un excellent exemple des possibilités en ce domaine, puisqu'elle parvient à concilier des classifications fort éloignées les unes des autres dans leur principe même : celles des pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest ⁽¹⁾. Les travaux qui ont conduit à son élaboration pourraient servir de base à un accord plus large encore.

Le tableau I ci-dessus résume les observations faites et présente en comparaison avec la nomenclature O.N.U., un projet de classification. La définition des dépenses d'habitation qui en ressort n'a aucun caractère marqué de rigueur théorique. Elle ne se heurte néanmoins, espérons-nous, à aucune objection majeure sur ce plan.

(1) Bibliographie [5].

II. — STATISTIQUES NATIONALES DE DÉPENSES D'HABITATION

Avant de procéder à une comparaison internationale, il est pratiquement indispensable de critiquer les statistiques disponibles dans les divers pays et d'en tenter l'harmonisation.

TABLEAU 2

Organismes auteurs de tableaux de consommation et publications correspondantes

Pays	Organismes	Publications
États-Unis	U.S. Department of Commerce, Office of Business Economics, Washington DC.	— U.S. National Income (1954). — U.S. Income and Output (1958) — Survey of Current Business (chaque année, numéro de juillet).
Canada	Dominion Bureau of Statistics, Ottawa.	— National Accounts. Income and Expenditure 1952-56 et 1961 (Brown Book).
Royaume-Uni	Central Statistical Office, Great George Street, London SW1.	— National Income Statistics : Sources and Methods. — National Income and Expenditure (Blue-Book), annuel.
Danemark	Det Statistiske Departement, Frederiksholms Kanal 27, Koëbenhavn	— Nationalindkomsten 1947-54. — Nationalregnskabsstatistik 1947-60 (Statistiske Undersøgelser n° 7).
Norvège	Statistisk Sentralbyrå, Dronningensgate 16, Oslo-Dep.	— Nasjonalregnskap 1938 og 1948-53. — Statistiske Oversikter 1958.
Suède	Konjunkturinstitutet, Nybrokajen 11 A, Stockholm C.	— National Bokfoering for Sverige 1946-50 et 1958.
Belgique	Département d'Économie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles, 49, Rue du Châtelain, Bruxelles 5.	Cahiers Economiques de Bruxelles n° 12-1961.
Pays-Bas	Central Bureau voor de Statistiek, Oostduinlaan 2, 'S Gravenhage.	Statistische en Econometrische Onderzoekingen : Supplément 1962 : Nationale Rekeningen.
France	I.N.S.E.E., 29, quai Branly, Paris. C.R.E.D.O.C., 30, Rue d'Astorg, Paris 8 ^e .	Rapports annuels sur les Comptes de la Nation. Consommation n° 3-4-1961 n° 1-1963.
Allemagne Fédérale	Statistisches Bundesamt, Wiesbaden, Postfach 828.	Wirtschaft und Statistik.
Italie	Istituto Centrale di Statistica, Roma.	— Relazione Generale sulla situazione economica del paese — Congiuntura Italiana 1962-n° 10
Autriche	Osterreichisches Statistisches Zentralamt, Wien.	A paraître.

Note : La Suisse, le Luxembourg, l'Irlande et la Finlande ont publié quelques statistiques de consommation par grands groupes de dépenses.

En ce qui concerne le champ géographique de l'étude, les recherches effectuées ont permis de rassembler une documentation assez détaillée pour neuf pays d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord. Parmi les principaux absents en Europe de l'Ouest figurent l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark et l'Espagne (1).

Quant à la période d'étude, le choix de 1950 comme année de base a été dicté par l'absence de statistiques de consommation détaillées avant cette date dans la plupart des pays. 1960 est d'autre part la dernière année pour laquelle des chiffres définitifs aient été publiés partout.

Les comptabilités nationales des divers pays ont été la source d'informations essentielle. Elles ont été complétées dans de nombreux cas par des informations recueillies auprès des spécialistes de la Division des Comptes Nationaux de l'O.C.D.E. (2) et des données non publiées obtenues directement des services nationaux compétents (3).

Les chiffres obtenus pour chaque pays ont été regroupés de façon systématique afin d'aboutir à une certaine homogénéité de nomenclature. L'objectif visé était de parvenir à une classification aussi voisine que possible de celle indiquée au tableau 1 ; mais cet objectif s'est révélé inaccessible.

D'une part, certains des regroupements entrepris demeurent entachés d'imprécision. C'est le cas notamment lorsqu'il n'a pas été possible de connaître le contenu exact d'un poste au titre ambigu dans une nomenclature donnée (4). D'autre part, la nécessité évidente d'aligner le regroupement d'ensemble sur la moins détaillée des statistiques étudiées a parfois interdit d'établir une correspondance parfaite avec la classification du tableau 1. C'est ainsi que le poste « matériel ménager » de la classification adoptée englobe les appareils de radio, télévision, gramophones et disques, ce qui résulte de l'adoption de la nomenclature O.N.U. sur ce point par un certain nombre de comptabilités nationales, et de l'impossibilité de disposer dans tous les cas de renseignements complémentaires permettant la correction souhaitée (5).

De même le contenu du poste « autres services » varie notablement d'un pays à l'autre, car il n'a pas été possible de corriger toujours de manière satisfaisante les écarts souvent considérables entre nomenclatures nationales. L'accord est loin d'être unanime sur le contenu exact à attribuer à ce poste, et les dépenses correspondantes sont pour la plupart d'estimation difficile. Un voile pudique est donc souvent jeté sur ces dépenses. Elles sont purement et simplement absentes de certains tableaux de consommation, disséminées sous diverses rubriques dans d'autres. Les chiffres obtenus doivent tout au plus être considérés comme des ordres de grandeur.

(1) Pour l'Allemagne et le Danemark il existe des tableaux de consommation privée par grands groupes de dépenses (cf. tableau 2). Pour ces deux pays, ainsi que pour l'Autriche, des tableaux détaillés doivent être prochainement disponibles. Pour l'Espagne, les seuls chiffres publiés sont calculés au coût des facteurs et la conversion au prix du marché s'est révélée trop risquée pour être tentée ici.

(2) Nos remerciements s'adressent à tous, et particulièrement à M. Mac GIBBON et M. LAMOUCHE dont les conseils nous ont été précieux.

(3) Cf. tableau 2.

(4) C'est ce qui s'est produit pour quelques postes des nomenclatures détaillées belge et néerlandaise.

(5) C'est ce qui s'est produit pour la Grande-Bretagne et les Pays-Bas.

Dans certains cas enfin, où les statistiques utilisées ne fournissaient pas d'évaluation chiffrée d'un poste donné, il a été possible de recueillir des chiffres déduits d'enquêtes, qui ne permettent pas la comparaison dans le temps mais constituent une bonne indication de l'ordre de grandeur des dépenses correspondantes. C'est le cas pour le poste « autres services » au Royaume-Uni et le poste « produits d'entretien » en Suède.

TABLEAU 3
Statistiques nationales de dépenses de consommation
aux prix courants

	1950	1955	1960	1950	1955	1960
	ITALIE (milliards de livres)			CANADA (millions de dollars)		
Habitation	683	1 138	2 043	2 827	4 538	6 232
— Logement	193	404	945	1 446	2 536	3 749
— Énergie	125	235	349	439	617	861
— Biens durables	123	168	297	636	968	1 070
— Autres	242	331	452	306	417	552
	BELGIQUE (millions de francs)			ÉTATS-UNIS (millions de dollars)		
Habitation	72 879	98 063	118 302	49 843	65 898	85 579
— Logement	30 019	44 881	49 993	21 113	30 649	41 723
— Énergie	13 241	17 337	19 791	6 436	8 767	11 540
— Équipement du logement ..	20 471	26 036	37 328	16 635	19 146	22 083
Matériel ménager	3 356	3 769	5 920	3 940	4 694	4 744
Électronique	984	2 121	6 072	2 457	2 792	3 616
Autres biens d'équipement	16 131	20 146	25 336	10 238	11 660	13 723
— Entretien	9 148	9 809	11 190	5 659	7 336	10 233
Produits d'entretien	4 107	4 245	4 740	1 728	2 374	3 347
Gens de maison	3 310	3 525	3 965	2 572	2 942	3 774
Autres services	1 731	2 039	2 485	1 359	2 020	3 112
	NORVÈGE (millions de couronnes)			SUÈDE (millions de couronnes)		
Habitation	1 930	3 045	3 996	4 010	5 745	8 319
— Logement	562	1 018	1 489	1 697	2 406	3 700
— Énergie	298	462	648	815	1 365	1 745
— Équipement du logement ..	703	1 138	1 425	1 299	1 688	2 604
Matériel ménager	91	237	307	236	350	419
Électronique	46	86	183	91	172	649
Autres biens d'équipement	566	815	935	972	1 166	1 536
— Entretien	367	427	434	199	286	270
Produits d'entretien	132	170	180	—	252	—
Gens de maison	192	207	204	199	286	270
Autres services	43	50	50	—	—	—

TABLEAU 3 (suite)

	1950	1955	1960	1950	1955	1960
	ROYAUME-UNI (millions de livres)			PAYS-BAS (millions de florins)		
Habitation	1 987	2 731	3 671	2 794	4 205	6 188
— Logement	793	1 058	1 526	747	1 188	1 930
— Énergie	353	522	739	576	924	1 248
— Équipement du logement ..	630	905	1 117	1 131	1 730	2 584
Matériel ménager et élec- tronique	170	332	400	416	869	—
Autres biens d'équi- pement	460	573	717	715	861	—
— Entretien	211	246	289	340	363	426
Produits d'entretien	113	150	203	—	—	—
Gens de maison	98	96	86	180	180	180
Autres services	—	85	—	160	183	246
	1950		1955	1960		
	FRANCE (millions de francs)					
Habitation	9 315		18 106	33 054		
— Logement	2 280		5 050	10 250		
— Énergie	2 269		3 977	6 638		
— Équipement du logement ..	2 864		5 868	10 905		
Matériel ménager	559		1 365	2 578		
Électronique	230		517	1 626		
Autres biens d'équipe- ment	2 075		3 986	6 701		
— Entretien	1 902		3 211	5 261		
Produits d'entretien	868		1 122	1 745		
Gens de maison	944		1 869	3 094		
Autres services	90		220	422		
Note : Les chiffres soulignés sont ceux pour lesquels l'erreur relative due à des imprécisions de nomenclature est certainement supérieure à 5 %. Les deux chiffres encadrés résultent d'enquêtes budgets de famille.						

Les chiffres correspondant aux années 1950, 1955 et 1960 sont donnés au tableau 3 ci-dessus. Il s'agit de totaux en prix courants et monnaie nationale obtenus par regroupement à partir des statistiques disponibles.

Le tableau 4 présente les chiffres à prix constants pour les pays où de telles statistiques sont publiées.

Insistons sur le fait que la précision des chiffres utilisés n'a jamais été mise en cause, les opérations effectuées ayant seulement visé à l'harmonisation des nomenclatures. Il est cependant évident qu'étant donné la différence de moyens mis en œuvre les chiffres américains ont de fortes chances d'être plus précis que certains autres.

TABLEAU 4
Statistiques nationales de dépenses de consommation
à prix constants

	1950	1955	1960	1950	1955	1960
	BELGIQUE (millions de francs 1953)			NORVÈGE (millions de couronnes 1955)		
Habitation	83 314	92 964	105 853	2 553	3 045	3 535
— Logement	37 076	40 199	42 320	853	1 018	1 121
— Énergie	14 449	17 107	18 155	384	462	584
— Équipement du logement ..	22 301	25 886	35 356	837	1 138	1 418
Matériel ménager	3 417	3 695	5 340	96	237	296
Électronique	991	2 141	6 168	46	86	177
Autres biens d'équipe- ment	17 893	20 050	23 848	695	815	945
— Entretien	9 488	9 772	10 022	479	427	412
Produits d'entretien	4 109	4 376	4 589	142	170	190
Gens de maison	3 618	3 331	3 095	279	207	177
Autres services	1 761	2 065	2 338	58	50	55
	ROYAUME-UNI (millions de livres 1954)			SUÈDE (millions de couronnes 1954)		
Habitation	2 376	2 659	2 976	4 823	5 675	7 093
— Logement	953	1 023	1 097	1 931	2 344	2 892
— Énergie	451	497	594	996	1 371	1 573
— Équipement du logement ..	715	891	1 050	1 610	1 688	2 435
Matériel ménager et élec- tronique	181	328	396	397	545	1 087
Autres biens d'équipe- ment	534	563	654	1 213	1 143	1 348
— Entretien	257	248	235	286	272	193
Produits d'entretien	138	156	168	—	—	—
Gens de maison	119	92	67	286	272	193
Autres services	—	—	—	—	—	—

TABLEAU 4 (suite)

	1950	1955	1960
	FRANCE (millions de francs 1956)		
Habitation	15 381	19 387	25 348
— Logement	5 084	5 694	7 120
— Énergie	3 368	4 125	5 090
— Équipement du logement ..	3 934	6 134	9 254
Matériel ménager	788	1 376	2 451
Électronique	282	522	1 471
Autres biens d'équipe- ment	2 864	4 236	5 332
— Entretien	2 995	3 434	3 884
Produits d'entretien	910	1 181	1 531
Gens de maison	1 942	2 020	2 039
Autres services	143	233	314

Note : Les chiffres soulignés sont ceux pour lesquels l'erreur relative due à des imprécisions de nomenclature est certainement supérieure à 5 %.

L'évaluation des dépenses d'habitation pose en effet une série de problèmes particulièrement délicats, comme ce qui précède l'a sans doute suggéré. En dehors des difficultés d'estimation communes à toutes les dépenses de consommation, qui sont généralement surmontées par une synthèse prudente d'informations provenant de sources diverses telles que statistiques de production en quantité et en valeur, statistiques de distribution et enquêtes, il existe des obstacles spécifiques à l'évaluation de certaines dépenses liées à l'habitation (1).

C'est le cas, comme nous l'avons noté plus haut, des dépenses de logement, pour lesquelles la division du marché entre location et propriété, et les nombreuses distorsions de ce marché posent des problèmes ardu. C'est également le cas des services liés à l'habitation, pour lesquels l'information statistique de base est généralement d'une remarquable maigreur.

Quant à la « déflation », opération permettant le passage des séries en valeur aux séries en volume, elle est souvent jugée si délicate que dans de nombreux cas elle n'est même pas tentée. Il n'est sans doute pas inutile de souligner à ce sujet la grande prudence des statisticiens américains qui, tout en disposant de statistiques en prix courants très détaillées, jugent raisonnable de ne publier des statistiques à prix constants que par grands groupes de dépenses.

(1) Un bon résumé des difficultés d'ordre général et des méthodes utilisées pour les surmonter est fourni par la Comptabilité Nationale Française. Bibliographie [13], p. 1539 et suivantes.

DEUXIÈME PARTIE

COMPARAISON DE COEFFICIENTS BUDGÉTAIRES

Les tableaux de consommation en valeur permettent par un calcul simple l'établissement de tableaux de coefficients budgétaires. Un coefficient budgétaire étant le pourcentage du budget total consacré à une catégorie donnée de dépenses, le coefficient des dépenses de logement pour un ménage à l'année *t*, par exemple, se calcule en divisant la dépense de logement par la dépense totale de ce ménage à l'année *t*. Le même calcul effectué sur les totaux nationaux de dépenses conduit au coefficient budgétaire moyen national, représentatif de l'importance relative d'une catégorie donnée de dépenses dans le pays considéré.

Les coefficients budgétaires présentés au tableau 5 sont des coefficients budgétaires moyens nationaux obtenus en divisant les chiffres de consommation en valeur du tableau 3 par les chiffres correspondants relatifs à la consommation totale. Les insuffisances du tableau 3 ont été corrigées de manière prudente en ce sens que seuls les postes pour lesquels ce tableau ne fournit aucun chiffre ont été complétés.

C'est ainsi que pour le poste « autres services » au Royaume-Uni, le seul chiffre disponible est une évaluation résultant d'une enquête effectuée en 1954 et correspondant à un coefficient budgétaire de 0,70%. Ce chiffre a été retenu pour l'ensemble de la période, ce qui correspond à l'hypothèse neutre d'une évolution de ce poste parallèle à celle de la consommation totale.

TABLEAU 5

Coefficients budgétaires (en % de la consommation totale)

	1950	1955	1960	1950	1955	1960
	ITALIE			CANADA		
Habitation	10,79	12,04	15,98	23,50	26,10	26,67
— Logement	3,05	4,28	7,40	12,02	14,58	16,04
— Énergie	1,98	2,49	2,73	3,65	3,55	3,68
— Biens durables	1,94	1,78	2,32	5,29	5,57	4,58
— Autres	3,82	3,50	3,54	2,54	2,40	2,36

TABLEAU 5 (suite)

	1950	1955	1960	1950	1955	1960
	ÉTATS-UNIS			BELGIQUE		
Habitation	25,56	25,65	26,05	26,26	28,56	28,40
— Logement	10,83	11,93	12,70	10,82	13,07	12,00
— Énergie	3,30	3,41	3,51	4,77	5,05	4,75
— Équipement du logement ..	8,53	7,45	6,72	7,38	7,58	8,96
Matériel ménager	2,02	1,83	1,44	1,15	1,10	1,42
Électronique	1,26	1,09	1,10	0,35	0,62	1,46
Autres biens d'équipement	5,25	4,54	4,18	5,88	5,87	6,08
— Entretien	2,91	2,86	3,12	3,29	2,86	2,69
Produits d'entretien	0,89	0,92	1,02	1,48	1,24	1,14
Gens de maison	1,32	1,15	1,15	1,19	1,03	0,95
Autres services	0,70	0,79	0,95	0,62	0,59	0,60
	ROYAUME-UNI			PAYS-BAS		
Habitation	21,75	21,73	22,78	22,84	24,74	26,62
— Logement	8,40	8,15	9,16	5,84	6,71	7,99
— Énergie	3,74	4,02	4,45	4,50	5,22	5,17
— Équipement du logement ..	6,68	6,97	6,73	8,84	9,77	10,70
Matériel ménager et électronique	1,80	2,56	2,41	3,25	4,91	5,70 ⁽¹⁾
Autres biens d'équipement	4,87	4,40	4,31	5,59	4,87	4,48 ⁽¹⁾
— Entretien	2,94	2,60	2,44	3,66	3,05	2,87
Produits d'entretien	1,20	1,16	1,22	<u>1,00</u>	<u>1,00</u>	<u>1,00</u>
Gens de maison	1,04	0,74	0,52	1,41	1,02	0,75
Autres services	<u>0,70</u>	<u>0,70</u>	<u>0,70</u>	1,25	1,03	1,02
	SUÈDE			NORVÈGE		
Habitation	22,04	21,79	23,50	19,52	20,89	21,25
— Logement	8,77	8,57	9,86	5,68	6,98	7,92
— Énergie	4,21	4,86	4,65	3,01	3,17	3,45
— Équipement du logement ..	6,71	6,01	6,94	7,11	7,81	7,58
Matériel ménager	1,22	1,25	1,12	0,92	1,63	1,63
Électronique	0,47	0,61	1,73	0,47	0,59	0,97
Autres biens d'équipement	5,02	4,16	4,10	5,73	5,60	4,98
— Entretien	2,35	2,35	2,05	3,70	2,93	2,31
Produits d'entretien	<u>0,83</u>	<u>0,83</u>	<u>0,83</u>	1,33	1,17	0,96
Gens de maison	1,02	1,02	0,72	1,94	1,42	1,08
Autres services	<u>0,50</u>	<u>0,50</u>	<u>0,50</u>	0,43	0,34	0,27
(1) Chiffres 1959. Les chiffres soulignés correspondent à des évaluations indirectes.						

TABLEAU 5 (suite)

	1950	1955	1960
	FRANCE		
Habitation	13,90	16,03	17,76
— Logement	3,40	4,47	5,51
— Énergie	3,38	3,52	3,57
— Équipement du logement ..	4,27	5,19	5,86
Matériel ménager	0,83	1,20	1,38
Électronique	0,34	0,46	0,87
Autres biens d'équipe- ment	3,10	3,52	3,60
— Entretien	2,83	2,83	2,83
Produits d'entretien	1,29	0,99	0,94
Gens de maison	1,41	1,65	1,66
Autres services	0,13	0,19	0,23

LE COEFFICIENT BUDGÉTAIRE « HABITATION »

Le graphique 1 représente l'évolution du coefficient budgétaire relatif au total des dépenses d'habitation au cours de la décennie. Il met en lumière des écarts considérables d'un pays à l'autre, ainsi qu'une hausse notable entre 1950 et 1960.

En 1950, la part des dépenses d'habitation dans le budget, inférieure à 11 % en Italie, est supérieure à 26 % en Belgique. Un classement des neufs pays étudiés par coefficients décroissants fait apparaître en tête les pays du Bénélux et d'Amérique du Nord, suivis du Royaume-Uni et des Pays Scandinaves, les pays latins clôturant la liste avec des coefficients nettement inférieurs. Ce classement est presque inchangé en 1960.

Quant à la hausse des coefficients au cours de la décennie, peu marquée aux États-Unis mais particulièrement forte en France et en Italie, elle est partout assez irrégulière. Aucun parallélisme remarquable entre les diverses courbes n'apparaît. Il semble néanmoins que la hausse soit particulièrement marquée de 1953 à 1957, ce qui sous-entendrait une période de changements importants dans la structure de la consommation encadrée par deux périodes de relative stabilité ⁽¹⁾.

Ce premier graphique apporte donc un certain nombre de renseignements concernant la part relative des dépenses d'habitation dans les divers pays et son évolution.

Il paraît intéressant de compléter cette description par des informations relatives au niveau de vie. Deux ouvrages publiés par le Service des Comptes Nationaux de l'O.C.D.E. ⁽²⁾ contiennent des estimations comparatives des niveaux de vie en 1950 pour la plupart des pays considérés ici.

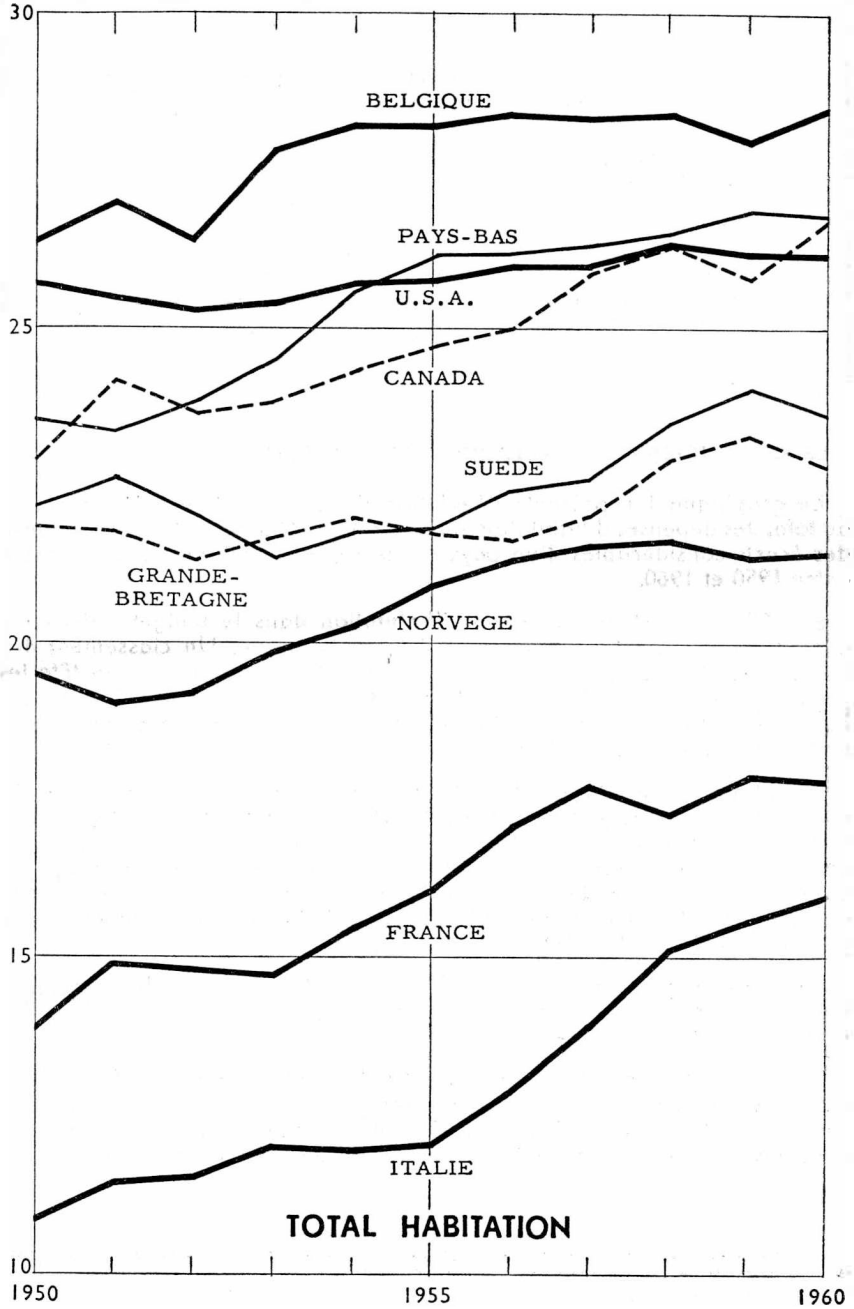
(1) Cette remarque peut utilement être complétée par le rappel du fait que la période 1953-1957 a été caractérisée par une expansion souvent vigoureuse des économies considérées.

(2) Bibliographie [1] [2].

GRAPHIQUE I

Évolution du coefficient budgétaire « Total des dépenses d'habitation »

Coefficient budgétaire en %

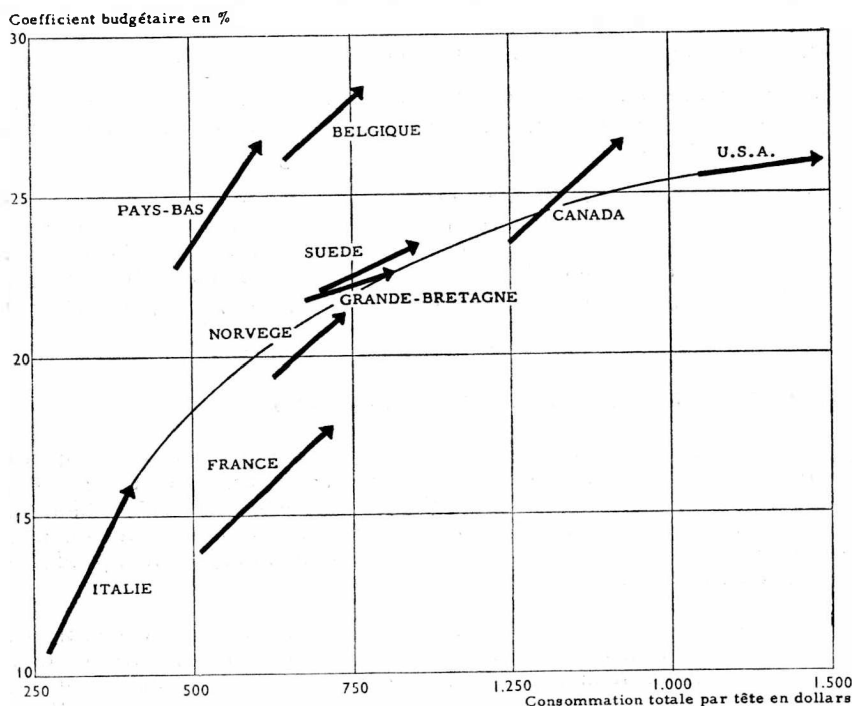


Il est possible d'actualiser ces estimations à 1960 et de les compléter (1) en vue d'obtenir une vue d'ensemble sur les niveaux de vie.

Nous construisons alors le graphique 2 en portant en abscisses les estimations de niveau de vie obtenues et en ordonnées les coefficients budgétaires relatifs au total des dépenses d'habitation. Chaque pays est représenté par un vecteur dont l'origine correspond à l'année 1950 et l'extrémité à 1960.

GRAPHIQUE 2

Niveaux de vie et coefficients budgétaires de l'habitation



Le graphique révèle une influence marquée du niveau de vie sur le coefficient budgétaire habitation. La part du budget consacrée aux dépenses d'habitation est en général plus forte dans les pays à niveau de vie élevé, et dans un pays donné, cette part a tendance à croître avec le niveau de vie.

Traçons à main levée une courbe joignant le vecteur « Italie » au vecteur « États-Unis ». Nous constatons que cette courbe est presque tangente à quatre autres vecteurs. L'ajustement ainsi réalisé est correct sauf en ce

(1) La méthode d'actualisation choisie consiste à utiliser les statistiques nationales de consommation en volume. Elle est décrite ci-dessous. Quant à l'estimation des niveaux de vie suédois et canadiens pour lesquels l'étude de l'O.C.D.E. ne fournit aucun renseignement, elle est obtenue à partir de comparaisons multiples sur la base des taux de change. Ce n'est pas une méthode pleinement utilisable sur le plan théorique, mais elle a le mérite d'aboutir assez simplement à des approximations utilisables.

qui concerne la France d'une part, la Belgique et les Pays-Bas d'autre part, dont les vecteurs représentatifs sont assez éloignés de la courbe tout en ayant une direction voisine.

Le graphique 2 indique donc une influence positive du niveau de vie sur le coefficient budgétaire habitation, décroissante à mesure que le niveau de vie s'élève. Mais cette influence ne s'exerce pas seule : la part du budget consacrée aux dépenses d'habitation est relativement faible en France et forte aux Pays-Bas et en Belgique, alors que les niveaux de vie sont voisins dans ces trois pays.

Notons d'autre part, que sans permettre de la chiffrer avec précision, le graphique suggère une élasticité-revenu des dépenses liées à l'habitation nettement supérieure à 1 ⁽¹⁾, ce qui contredit la deuxième loi d'Engel, mais corrobore les résultats d'études récentes telles que l'analyse de l'enquête française de 1956 ⁽²⁾ ou l'ouvrage suédois ⁽³⁾ de prévision.

Notons enfin que le graphique suggère également une élasticité décroissante avec le revenu, ce qui pourrait conduire à ajuster des courbes d'Engel non linéaires ⁽⁴⁾.

Ces observations relatives à l'ensemble des dépenses d'habitation peuvent utilement être complétées par une étude de groupes de dépenses plus restreints. Les dépenses d'habitation sont fort loin, nous l'avons vu, de constituer un ensemble homogène. L'étude des dépenses de logement en particulier pose une série de problèmes spécifiques qu'il convient d'aborder.

LE COEFFICIENT BUDGÉTAIRE « LOGEMENT »

La définition des dépenses de logement adoptée pour le calcul de ce coefficient budgétaire appelle, on l'a vu, un certain nombre de réserves ⁽⁵⁾. L'évaluation de ces dépenses pose d'autre part une série de problèmes, en partie liés aux difficultés de définition, qui méritent un examen attentif, dans la mesure où ils soulignent la nécessité d'une interprétation prudente des résultats trouvés.

Le premier de ces problèmes est celui de l'évaluation des loyers fictifs. Une fois admise la nécessité d'imputer aux ménages propriétaires de leur logement un loyer fictif pour aboutir à une mesure satisfaisante de la consommation totale de services de logement, il convient en effet de définir une méthode d'évaluation de l'ensemble de ces loyers fictifs, c'est-à-dire d'évaluer la valeur locative globale des logements occupés par leur propriétaire. Une solution assez simple et d'utilisation courante consiste à se référer aux statistiques fiscales, mais celles-ci sont notoirement sous-évaluées pour des raisons évidentes. La solution idéale serait de comparer chaque logement occupé par son propriétaire à un logement loué équivalent, mais le coût d'une telle opération serait élevé.

(1) Une élasticité revenu voisine de 1 correspond en effet à un coefficient budgétaire à peu près constant.

(2) Bibliographie [10], en particulier p. 39.

(3) Bibliographie [11], en particulier p. 441.

(4) Bibliographie [12], p. 119 et suivantes.

(5) Cf. première partie p. 4.

C'est cependant selon un principe tout à fait analogue que l'I.N.S.E.E. a entrepris un travail d'estimation des loyers fictifs à partir de l'enquête sur les budgets familiaux réalisée en France pour le compte de l'O.S.C.E. (1) ; grâce à un calculateur électronique on affecte à chaque logement occupé par son propriétaire le loyer d'un logement loué vide situé dans la même catégorie de communes et présentant les mêmes caractéristiques de dimension et de confort. En général les chiffres utilisés ici ont été calculés sur des bases nettement moins précises. Nous retiendrons donc que lorsque dans un pays donné la proportion de logements occupés par leur propriétaire est élevée, l'évaluation du total de dépenses de logement risque d'être franchement mauvaise (2). La comparaison entre des pays où le patrimoine locatif est important et d'autres où il est faible mérite d'être effectuée avec une prudence particulière.

Mais là n'est pas la seule source d'imprécision. Les difficultés d'évaluation du patrimoine rural en sont une autre, de même que le problème de la distinction entre locaux d'habitation et locaux professionnels pour les artisans et professions libérales en particulier.

La liste complète des causes d'erreurs possibles serait fort longue. Nous retiendrons simplement que la définition du loyer varie selon les pays et selon le temps et que la référence à une définition internationale commune ne suffit pas à apporter la certitude que les chiffres publiés y correspondent exactement.

C'est ainsi que le chauffage par exemple a tendance à devenir collectif et que la répartition entre dépenses d'énergie et dépenses de logement risque fort de s'en trouver modifiée en dépit de tous les efforts faits pour effectuer les corrections nécessaires. De même dans un autre ordre d'idées les diverses formes d'aide au logement et la spéculation immobilière aboutissent très certainement à fausser le libre jeu de la concurrence chère aux classiques. Les loyers effectivement payés ne sont plus alors l'exakte contrepartie des services rendus et l'ensemble du système est remis en question.

Ces quelques considérations nous conduisent à examiner avec une prudence renouvelée le graphique 3 représentant les variations du coefficient budgétaire « logement » au cours de la décennie. A l'exception des Pays-Bas, le classement des pays par coefficients budgétaires décroissants est le même que pour le total des dépenses d'habitation et la hausse des coefficients est partout très marquée. Il semble donc d'une part qu'il existe une liaison assez étroite entre le niveau des dépenses de logement et le niveau des autres dépenses d'habitation dans un pays donné, et d'autre part que les dépenses de logement aient partout tendance à croître plus rapidement que les autres dépenses d'habitation.

(1) Enquête « budgets de famille » effectuée pour le compte de l'O.S.C.E., actuellement en cours de dépouillement à l'I.N.S.E.E.

(2) Pourcentage de logements occupés par leur propriétaire :

U.S.A.	53,4	(1950)
Danemark	49,5	(1955)
Norvège	47,0	(1946)
Italie	42,3	(1951)
Allemagne	41,3	(1950)
Belgique	38,9	(1947)
Suède	38,1	(1945)
Autriche	35,6	(1951)
France	35,5	(1954)
Grande-Bretagne	31,1	(1956)

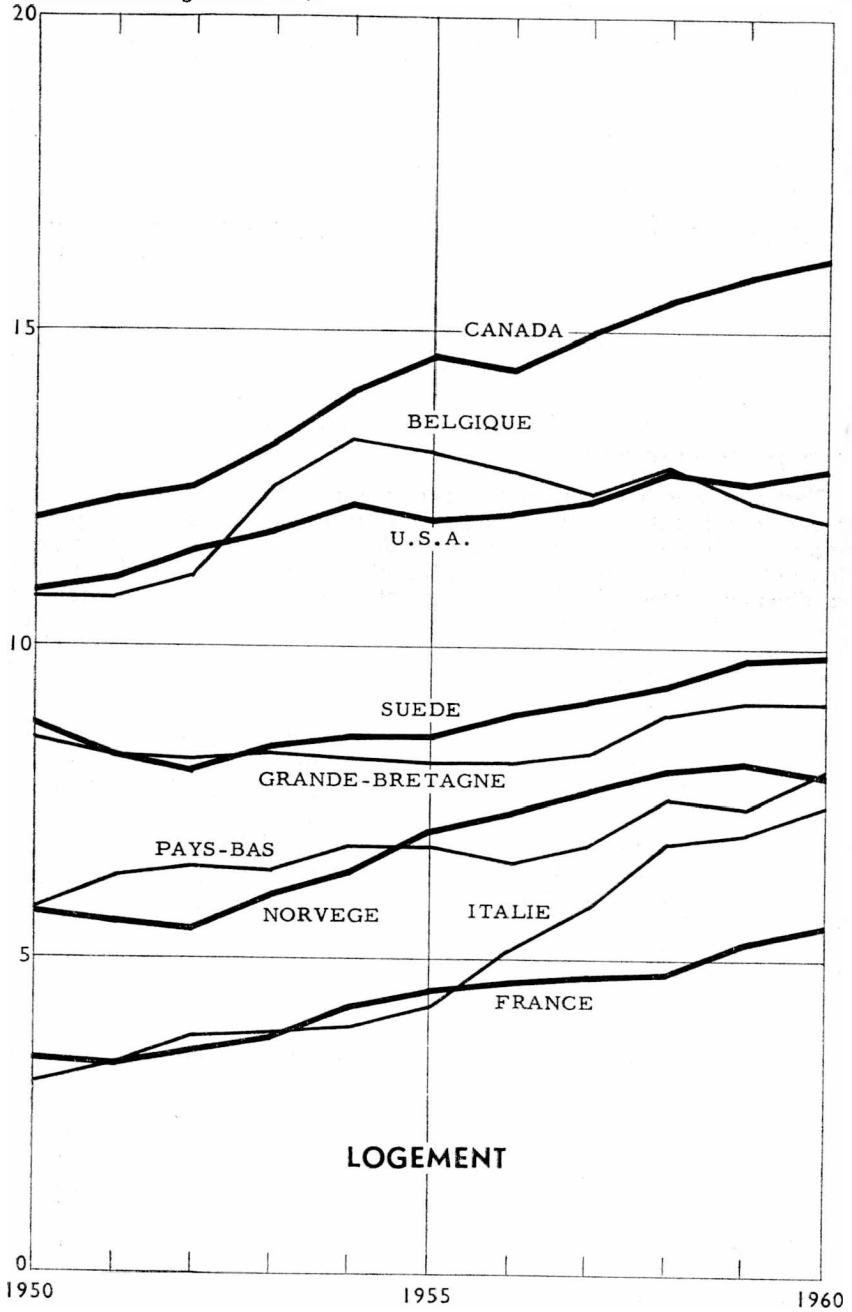
Sources : Pour les U.S.A. : Census of Housing 1950 ;

Pour l'Europe : Annual Bulletin of Housing and Building Statistics.

GRAPHIQUE 3

Variations du coefficient budgétaire « Logement »

Coefficient budgétaire en %



Il serait utile pour avoir une vue plus claire des phénomènes de parvenir à isoler si possible les variations de prix et de considérer l'évolution des dépenses de logement à prix constants. L'étude déjà citée entreprise par le Service des Comptes Nationaux de l'O.C.D.E. va nous aider dans cette tentative (1).

Elle contient en effet, entre autres résultats, une double comparaison des quantités de logement et des prix relatifs du logement en 1950 dans la plupart des pays considérés ici. Si nous parvenions à actualiser ces résultats à 1960, nous disposerions d'une série de renseignements du plus haut intérêt pour l'interprétation du graphique 3, dont nous avons souligné combien elle était délicate.

La comparaison internationale de dépenses de logement en 1950 entreprise par l'O.C.D.E

L'étude couvre à la fois les loyers réels et imputés, c'est-à-dire l'ensemble des logements, qu'ils soient locatifs ou occupés par leur propriétaire. Les loyers retenus sont des « loyers d'espace » (Space rent), c'est-à-dire que les éléments de confort inclus sont fixes (installations sanitaires et électriques...). Sont exclus les meubles et assimilés (cuisinières, réfrigérateurs...) et les fournitures (chauffage, éclairage). La définition retenue est donc celle qui est couramment employée en comptabilité nationale et utilisée ici.

Principe de la comparaison en quantité

On cherche à estimer la quantité de « Services de logement » existant dans chaque pays. L'unité de mesure choisie est le nombre de logements par habitant, corrigé de l'effet qualité. C'est-à-dire que l'on définit pour chaque pays une habitation-type (HT). On évalue la quantité de logements existant dans le pays en nombre d'habitations-type. Puis on compare doublement les HT des 2 pays considérés et l'on en déduit les proportions cherchées en quantités.

Considérons un exemple très simplifié :

Dans le pays A : 1 million de HTA et 5 millions d'habitants, donc 1 HTA pour 5 habitants.

Dans le pays B : 2 millions de HTB et 4 millions d'habitants, donc 1 HTB pour 2 habitants.

1 HTB du pays B vaut 2 HTA du pays A.

Une simple règle de trois montre qu'alors la quantité de logement par tête dans le pays A est 20 % de celle du pays B.

L'habitation-type (HT) se définit par les valeurs moyennes d'un certain nombre de caractéristiques physiques estimées à partir des sources disponibles (recensements, enquêtes...). Les caractéristiques retenues dans l'étude sont essentiellement : surface, nombre de pièces, eau courante, lavabo et salle de bains, âge du bâtiment. Ainsi 80 m², 3,2 pièces, 80 % d'eau courante, 55 % de WC..., etc., pourrait être un exemple d'habitation-type.

Quant à la comparaison entre HT, elle est effectuée sur la base des prix relatifs, autrement dit, c'est purement et simplement une comparaison de loyers. La comparaison est double et fournit deux estimations du rapport cherché, mais il est souligné que pour tous les pays étudiés ces deux estimations ont toujours été très voisines, ce qui justifie au moins partiellement la méthode.

Supposons par exemple qu'une habitation équivalente à l'habitation-type américaine (HTA) ait en France un loyer double du loyer de l'habitation-type française (HTB) et qu'une habitation équivalente à l'habitation-type française (HTB) ait aux États-Unis un loyer égal à la moitié du loyer de l'habitation-type américaine (HTA).

(1) Bibliographie [1] [2].

$$\text{Nous pouvons écrire : } \frac{\text{Loyer HTA}}{\text{Loyer HTB}} \text{ en France} = \frac{\text{Loyer HTA}}{\text{Loyer HTB}} \text{ aux U.S.A.} = 2$$

et conclure qu'une HTA est équivalente à 2 HTB.

Principe de la comparaison de prix

Reprenons le même exemple en le chiffrant de manière arbitraire :

Loyer HTA en France	=	1 000 F
Loyer HTA aux U.S.A.	=	500 \$
Loyer HTB en France	=	500 F
Loyer HTB aux U.S.A.	=	250 \$

Il en résulte que le pouvoir d'achat du dollar pour le logement est de 2 francs, que l'on peut évidemment comparer avec son pouvoir d'achat moyen pour l'ensemble des biens et services afin d'avoir une idée du prix relatif du logement dans les deux pays.

Pratique de la comparaison

Au lieu de comparer des habitations-type nationales définies par un ensemble de valeurs moyennes de caractéristiques physiques, les auteurs de l'étude ont été conduits à prendre comme base de comparaison dans chaque pays un certain nombre de types d'habitations définis empiriquement.

Le choix de ces types d'habitations est dicté par la nécessité de chiffrer commodément leur loyer dans les deux pays, ce qui n'est évidemment pas le cas pour une habitation-type de 80 m², 3,2 pièces et 55 % de WC.

Le loyer de chaque type d'habitation est chiffré dans les deux pays et la moyenne est alors calculée en pondérant par la quantité de logements de chaque type existant dans chacun des pays. Les auteurs soulignent que cette méthode est justifiée par le fait que des changements importants dans les bases de pondération n'entraînent pas de modification notable du résultat final.

En fait, la réserve la plus importante à faire sur le plan théorique est que l'ensemble de la méthode n'est valable que si les structures de prix du logement sont très voisines dans les divers pays comparés. Les auteurs soulignent que cette hypothèse s'est révélée pratiquement vérifiée pour tous les pays inclus dans l'étude.

Il demeure que les méthodes d'estimation utilisées paraissent parfois audacieuses. C'est ainsi que dans le cas français l'utilisation des textes légaux sur la « surface corrigée » comme base unique des évaluations entreprises conduit sans doute à des résultats assez imprécis.

Quoi qu'il en soit, cette étude fournit des évaluations comparatives de la quantité de logement par tête et du prix relatif du logement en 1950 pour sept des pays considérés ici. Bien qu'il y ait tout lieu de penser que ces évaluations sont peu précises, il est néanmoins intéressant de chercher à les actualiser à 1960 afin d'obtenir une vue globale des phénomènes.

ACTUALISATION DES RÉSULTATS O.C.D.E.

La méthode retenue consiste à utiliser les chiffres de consommation en volume fournis par les comptabilités nationales comme indicateurs de quantité et les indices de prix calculés à partir des comptabilités nationales comme indicateurs des variations de prix. Il convient de souligner que ce choix n'est pas neutre : d'autres indicateurs conduiraient à des résultats différents (1). Les principales qualités de ceux qui ont été retenus sont la simplicité et la cohérence (2).

(1) Le choix d'un indice de prix des biens de consommation courante comme indicateur des variations de prix pourrait sembler justifié. Mais les bases de pondération généralement adoptées pour le calcul d'un tel indice correspondent à la structure de la consommation des ménages à bas revenus.

(2) La cohérence étant définie par l'égalité suivante :
Indice volume \times Indice prix = Indice valeur, ainsi que le propose par exemple Richard Stone bibliographie [8].

Considérons les séries de dépenses de logement en valeur et en volume établies par l'O.C.D.E., à partir des comptabilités nationales des pays membres, pour la décennie 1950-1960 (1). Les séries nationales de dépenses de logement à prix constant permettent le calcul d'indices volume de logement. Il suffit de diviser les chiffres relatifs à chaque année par le chiffre se rapportant à l'année de base 1950.

La division de l'indice ainsi obtenu par un indice de même base représentatif des variations de la population conduit à un indice volume de logement par tête. C'est ce dernier indice qui est utilisé pour l'actualisation des estimations relatives à la quantité de logement par tête en 1950, contenues dans l'ouvrage de Milton Gilbert (2).

TABLEAU 6

Indices utilisés pour l'actualisation des résultats O.C.D.E.

I. — Consommation en volume	Consommation totale par tête			Logement par tête		
	1950	1955	1960	1950	1955	1960
U.S.A.	100	108,0	115,1	100	112,2	129,0
Canada	100	109,9	117,6	100	112,3	128,9
Autriche	100	127,7	160,2	100	123,3	137,1
Belgique	100	107,9	118,1	100	105,6	107,7
Danemark	100	103,6	120,5	100	113,4	128,7
France	100	122,4	141,0	100	108,3	128,7
Italie	100	120,6	146,5	100	110,1	122,3
Pays-Bas	100	111,5	126,9	100	111,2	120,2
Norvège	100	104,8	116,2	100	113,7	119,7
Suède	100	109,7	122,0	100	117,3	140,5
Royaume-Uni	100	108,8	120,8	100	106,0	110,9

II. — Prix	Consommation totale			Logement (prix réel)		
	1950	1955	1960	1950	1955	1960
U S A	100	110,9	121,1	100	107,1	106,0
Canada	100	115,9	127,2	100	117,3	121,5
Autriche	100	141,8	154,0	100	113,7	118,8
Belgique	100	112,0	119,7	100	123,1	122,0
Danemark	100	119,1	131,4	100	104,7	122,6
France	100	133,7	179,2	100	147,6	178,7
Italie	100	119,6	127,5	100	154,3	296,6
Pays-Bas	100	117,7	131,1	100	114,3	144,5
Norvège	100	130,8	145,6	100	116,0	138,4
Suède	100	128,3	148,1	100	91,0	98,3
Royaume-Uni	100	124,7	140,0	100	99,7	119,4

(1) Bibliographie [9].

(2) Bibliographie [1] et [2].

Les indices prix du logement dans les divers pays sont obtenus en divisant chaque total de dépenses de logement aux prix courants par le chiffre correspondant dans la série à prix constants, ce qui revient à recalculer les indices-prix utilisés par les comptes nationaux pour l'établissement des séries à prix constants. Ces indices sont ensuite ramenés à la base 100 en 1950 et divisés par les indices-prix de la consommation totale, calculés de la même manière, afin d'obtenir un indice de prix réel du logement pour chaque pays. C'est ce dernier indice qui est utilisé pour l'actualisation des estimations relatives au prix du logement en 1950 contenues dans l'ouvrage de Milton Gilbert (1).

L'intérêt de cette méthode d'actualisation réside dans sa relative simplicité et dans sa fidélité aux principes qui guidèrent les travaux du Service des Comptes Nationaux de l'O.C.D.E., à savoir la prise en considération exclusive du pouvoir d'achat interne des monnaies et le refus justifié d'une référence aux variations des taux de change.

Mais la validité de cette méthode dépend étroitement de la valeur des indices de prix utilisés par les comptes nationaux. Elle n'est donc acceptable que pour un intervalle de temps limité et ne peut évidemment prétendre à remplacer la comparaison directe. Une étude du type de celle effectuée par l'O.C.D.E. est indispensable dès que les structures de consommation ont subi des modifications notables.

PRIX ET QUANTITÉ DE LOGEMENTS

Les résultats de la comparaison entreprise en isolant les variations de prix du logement sont résumés au tableau 7. Les chiffres obtenus doivent être considérés comme des ordres de grandeur et non pas comme des estimations précises.

Il est utile de rappeler à ce sujet que l'ouvrage de Milton Gilbert n'a pas pour objet l'étude des dépenses de logement, mais la comparaison des pouvoirs d'achat. Les résultats relatifs au logement ne sont qu'un sous-produit d'une étude plus large. Ils n'ont pas la même valeur que les résultats globaux relatifs au produit national ou à l'ensemble des dépenses de consommation.

Les évaluations de prix relatifs, et de quantités de logement par tête en 1950 sont donc assez imprécises, comme l'a mis en lumière le paragraphe consacré à leur méthode de calcul (2).

Il y a par ailleurs tout lieu de penser que la méthode retenue pour l'actualisation de ces évaluations diminue encore la précision de l'ensemble. En effet, le prix moyen national du logement est aussi difficile à mesurer qu'à définir. Les séries de dépenses de logement à prix constants tirées des comptabilités nationales sont donc probablement médiocres et peu représentatives de l'évolution de la quantité de logement.

Les renseignements contenus dans le tableau 7 permettent néanmoins de préciser le tableau comparatif résultant de l'étude en termes de coefficients budgétaires.

(1) Bibliographie [1] et [2].

(2) Cf. ci-dessus. p. 26.

TABLEAU 7

Actualisation des résultats O.C.D.E.

	Quantité de logement par tête			Prix réel du logement		
	(1)	(2)	(3) = $\frac{(1) \times (2)}{129}$	(4)	(5)	(6) = $\frac{(4) \times (5)}{106}$
	Estimations O.C.D.E. 1950	Indice 1960 (1950 = 100)	Estimations 1960 (U.S.A. = 100)	Estimations O.C.D.E. 1950	Indice 1960 (1950 = 100)	Estimations 1960 (U.S.A. = 100)
U.S.A.	100	129,0	100	100	106,0	100
Canada.	(1)	128,9	(1)	(1)	121,5	(1)
Autriche	(1)	137,1	(1)	(1)	118,8	(1)
Belgique	57	107,7	48	100	122,0	115
Danemark	69	128,7	69	42	122,6	49
France.	50	128,7	50	30	178,7	51
Italie	25	122,3	24	21	296,6	59
Pays-Bas	53	120,2	49	38	144,5	52
Norvège	51	119,7	47	43	138,4	56
Suède.	(1)	140,5	(1)	(1)	98,3	(1)
Royaume-Uni...	85	110,9	73	47	119,4	53
Allemagne Ouest	45	(2)	(2)	42	(2)	(2)

(1) Non inclus dans l'étude O.C.D.E.
(2) Chiffres non disponibles.
N.B. Les chiffres portés aux colonnes 1 et 4 sont des indices (U.S.A. = 100) tirés de l'étude O.C.D.E., comparables aux chiffres correspondants dans les colonnes 3 et 6.

Les graphiques 4 et 5, établis à partir de ce tableau, nous renseignent respectivement sur l'évolution de la quantité de logement par tête et le prix réel du logement entre 1950 et 1960.

Le graphique 4 met en évidence des disparités considérables et persistantes entre pays. En dépit de toutes les réserves faites au sujet de la précision des évaluations que résume ce graphique, le tableau d'ensemble demeure. Il pourrait être résumé en une phrase, de style volontairement publicitaire : « En 1960 le Français moyen reste deux fois moins bien logé que l'Américain, et l'Italien moyen deux fois moins que le Français ».

Quant au graphique 5, il indique une hausse du prix réel du logement très forte en France et en Italie, et notable partout ailleurs sauf aux États-Unis (1).

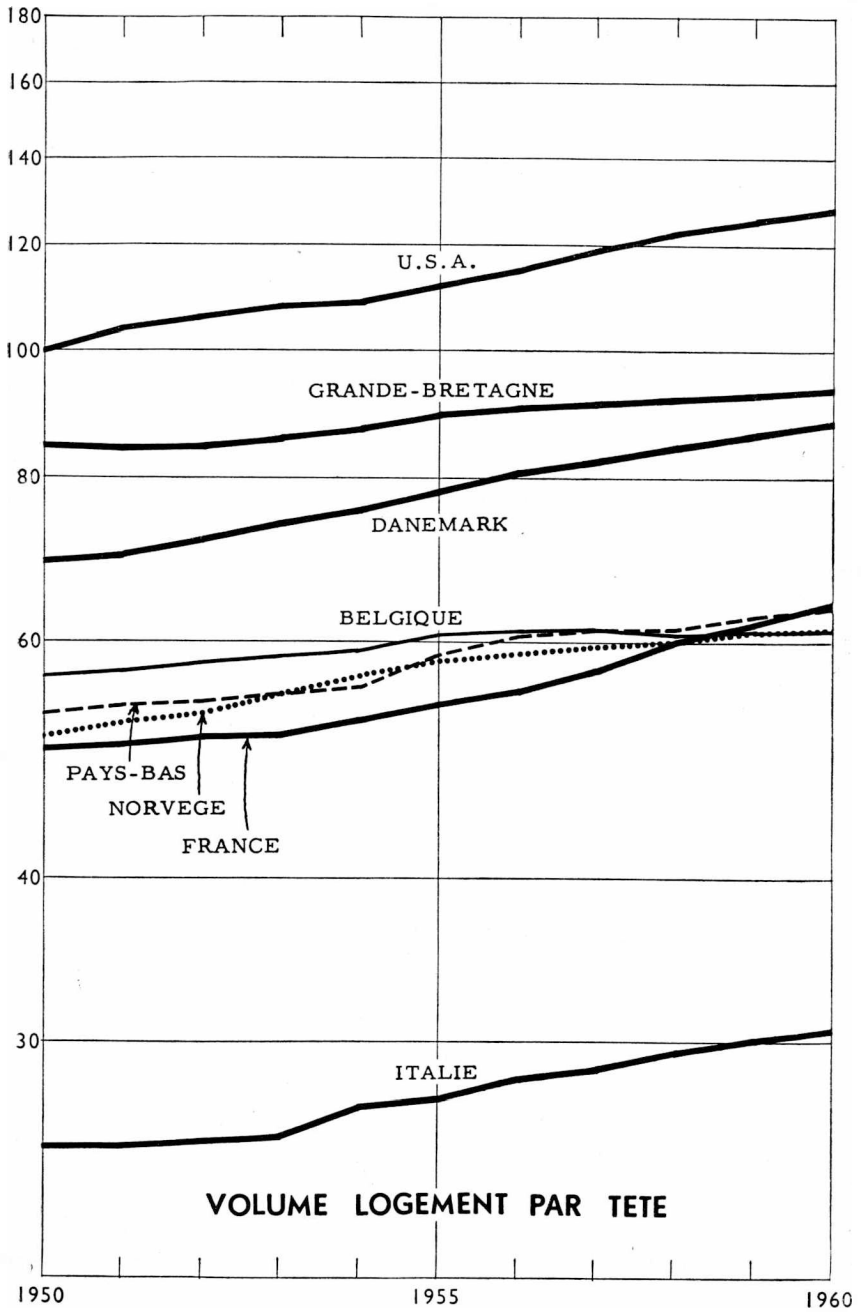
L'importance de la part du budget consacrée en Belgique aux dépenses de logement s'explique par le prix relatif du logement très élevé dans ce pays. L'inverse vaut pour la France et l'Italie en début de période.

La stabilité du niveau des prix aux États-Unis et en Suède suggère l'existence dans ces pays d'un marché du logement à peu près équilibré. Ce n'est évidemment pas le cas en Italie ou en France. L'ampleur de la hausse

(1) Et en Suède. Cf. tableau 7.

GRAPHIQUE 4

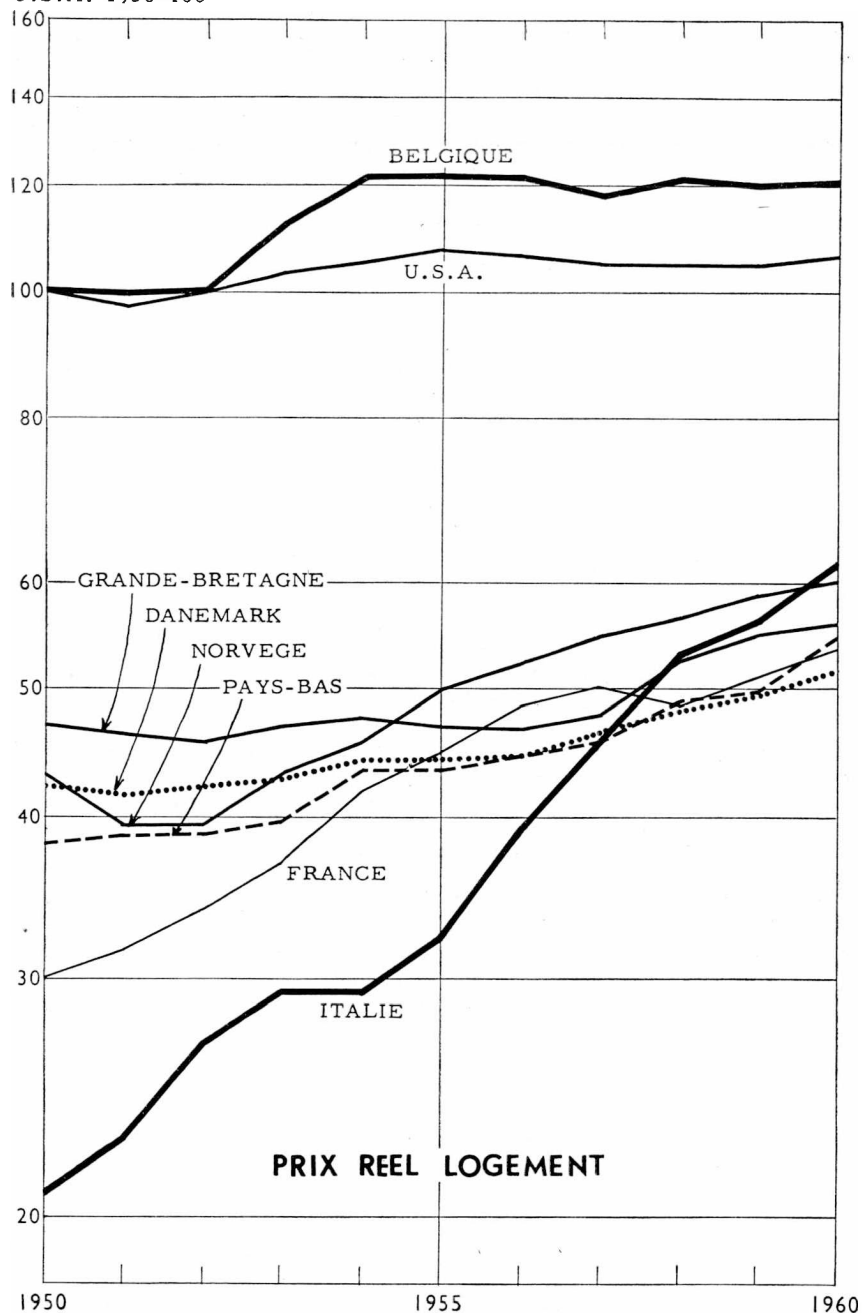
Évolution de la quantité de logement par tête



GRAPHIQUE 5

Prix réel du logement de 1950 à 1960

U.S.A. 1950=100



dans ces deux pays suggère l'image d'une demande cruellement insatisfaite et d'un marché fort éloigné de l'idéal classique de concurrence pure et parfaite.

Il semble que la croissance du prix réel du logement puisse être expliquée par l'influence conjuguée de plusieurs facteurs, d'importance respective variable selon les pays. Les vicissitudes de la réglementation peuvent jouer un rôle important. C'est ainsi que l'assouplissement du système de blocage des loyers et l'instauration d'une allocation-logement expliquent une partie de la hausse en France. De même l'écart entre loyers des logements neufs et anciens, souvent dû en grande partie à des causes d'ordre réglementaire, entraîne au fur et à mesure du renouvellement du parc une hausse des prix d'autant plus marquée que cet écart est important. La hausse spéculative enfin demeure sans doute l'essentiel ⁽¹⁾.

La prise en considération, même sommaire, des niveaux de prix et des quantités de logement par tête nous permet ainsi d'enrichir l'étude des coefficients budgétaires.

Ainsi « l'Américain moyen » de 1960 consacre une part importante et croissante de son budget au logement, mais c'est pour être comparativement très bien logé. Il payait déjà fort cher en 1950 un logement très convenable. S'il paie davantage, c'est parce que son logement s'est encore amélioré et non par suite de la hausse des prix qui a été négligeable.

« Le Belge moyen », lui, consacrait au logement une part de son budget aussi importante que l'Américain en 1950, mais c'était pour payer très cher un logement très ordinaire. Dix ans plus tard, il paie encore plus cher un logement guère amélioré.

Quant à « l'Italien moyen », par exemple, il était fort mal logé en 1950, mais se consolait en payant fort peu pour cela. En 1960, il paie beaucoup plus, mais est presque aussi mal logé.

Ces trois portraits sans nuances sont loin d'être satisfaisants et présentent en particulier le défaut, commun aux descriptions en termes d'agrégats, de ne retenir que les moyennes nationales. Mais il n'est pas possible de pousser plus avant sans entreprendre une étude approfondie du marché du logement dans chacun des pays considérés.

Nous retiendrons avant tout qu'une part importante de la hausse constatée pour le coefficient budgétaire-logement dans les divers pays est due à la hausse des prix. C'est-à-dire que cette hausse traduit moins un désir des consommateurs de consacrer au logement une part croissante de leur budget que la nécessité où ils se trouvent de le faire.

LES AUTRES DÉPENSES LIÉES A L'HABITATION

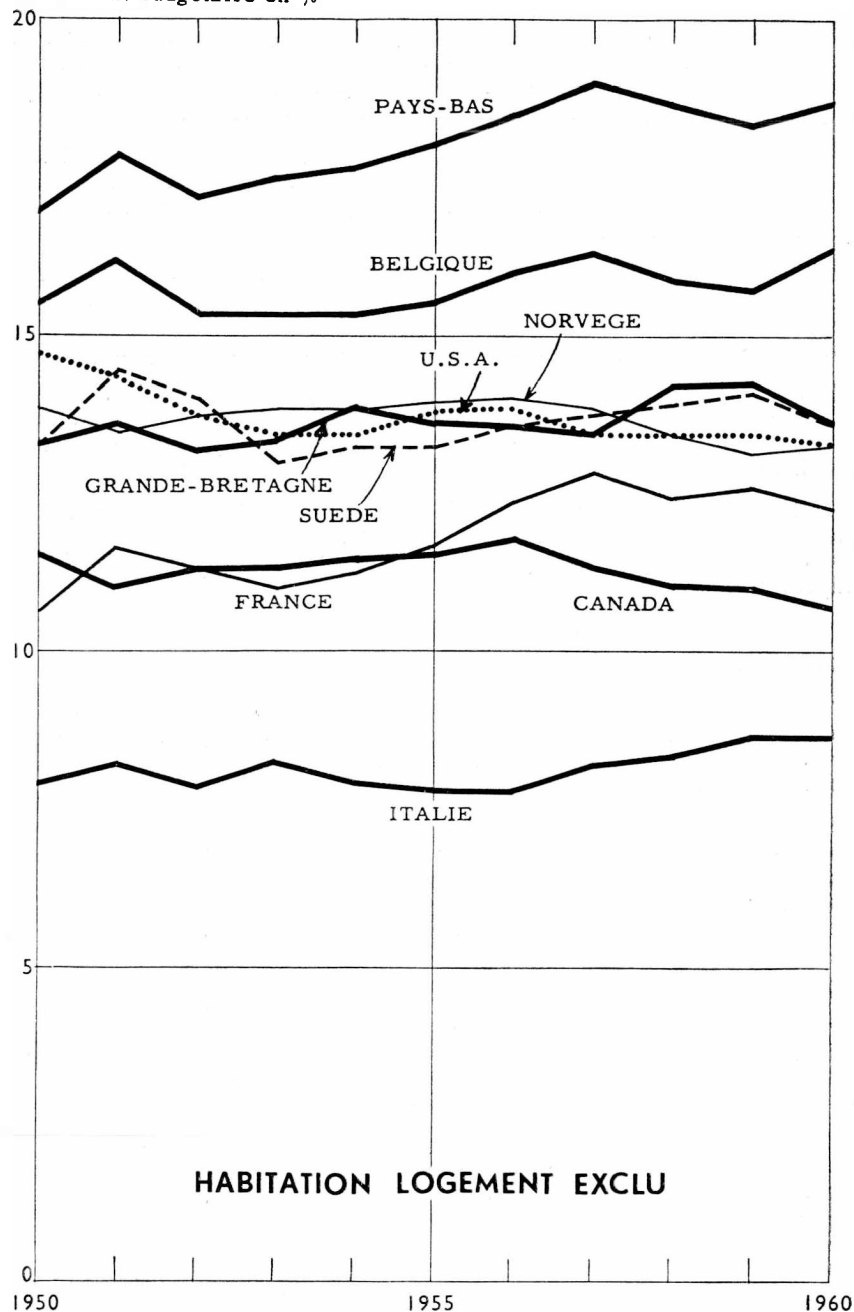
Il ressort du tableau 5 que les dépenses de logement représentent une part importante du total des dépenses d'habitation, de définition et d'étude délicate.

(1) Rappelons-en quelques causes souvent mises en lumière : Urbanisation accélérée, déficiences de politique foncière, rigidité de l'offre, mauvaise réglementation.

GRAPHIQUE 6

Évolution du coefficient budgétaire « Habitation » (logement exclu)

Coefficient budgétaire en %



HABITATION LOGEMENT EXCLU

Le marché du logement étant caractérisé, on l'a vu, par un certain nombre de phénomènes spécifiques, il est intéressant de s'attacher à l'étude des autres dépenses liées à l'habitation, en faisant l'hypothèse que leur total est plus représentatif de la structure des goûts des consommateurs que le total des dépenses d'habitation, logement compris.

Le graphique 6 présente l'évolution du coefficient budgétaire « habitation, logement exclu » au cours de la décennie 1950-1960. L'allure générale de ce graphique est sensiblement différente de celle du graphique 1 ; le niveau relatif des diverses courbes est modifié, les courbes sont moins régulières et leur pente moyenne est beaucoup plus faible.

La part de la consommation totale consacrée à ces dépenses est très élevée en Belgique et aux Pays-Bas, très faible en Italie. Partout ailleurs elle oscille entre 11 et 14 % et les écarts entre pays sont nettement moindres qu'en matière de logement.

L'allure générale des courbes est assez irrégulière, ce qui pourrait suggérer une influence non négligeable de la conjoncture. Le parallélisme remarquable des courbes française, belge et hollandaise avec les deux pointes caractéristiques de 1951 et 1957, vient à l'appui de cette hypothèse.

Entre 1950 et 1960 le coefficient budgétaire « habitation, logement exclu » augmente légèrement dans tous les pays européens, sauf en Norvège où il est à peu près stable, et diminue légèrement au Canada et aux États-Unis.

L'étude des diverses catégories de dépenses devrait nous permettre de préciser ces vues et de déterminer en particulier si certains des phénomènes constatés sont explicables par l'évolution d'une catégorie donnée de dépenses.

LE COEFFICIENT BUDGÉTAIRE « ÉQUIPEMENT DU LOGEMENT »

L'essentiel des dépenses d'équipement du logement consiste en achats de meubles et appareils ménagers. Il s'agit là de biens durables et l'enregistrement statistique des achats constitue, on l'a vu, une mesure médiocre du service rendu.

Le graphique 7 représente l'évolution de ce coefficient budgétaire au cours de la décennie 1950-1960. Le coefficient est nettement en baisse aux États-Unis alors qu'il est en hausse, souvent marquée, pour tous les pays européens étudiés. Comme le révèlent les graphiques 8 et 9, l'essentiel de cette différence est imputable à l'évolution des dépenses d'équipement ménager et électronique.

Considérons le graphique 8 : le coefficient budgétaire des dépenses d'équipement électronique (radio, télévision, gramophones), très faible en Europe au début de la période, augmente ensuite très rapidement à partir de la date, variable selon les pays, de diffusion massive de la télévision. Aux États-Unis, au contraire, le coefficient est en légère baisse.

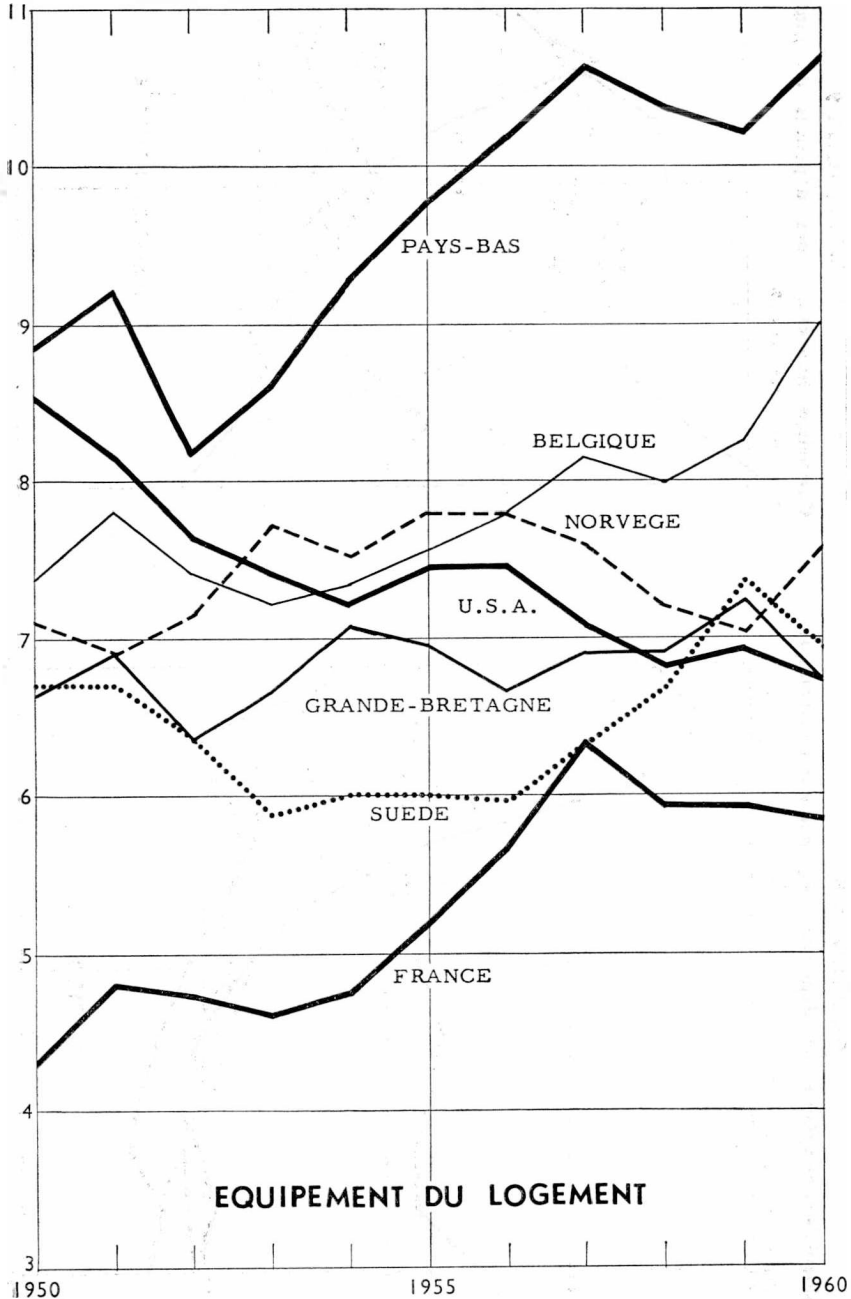
De même le graphique 9, relatif au matériel ménager, révèle une hausse sensible des coefficients en France, Belgique et Norvège, une relative stabilité en Suède et une baisse très nette aux États-Unis ⁽¹⁾.

(1) Les chiffres britanniques et néerlandais, portant sur l'ensemble du matériel ménager et électronique sont en accord avec la constatation faite d'une hausse générale des coefficients en Europe (cf. tableau 5).

GRAPHIQUE 7

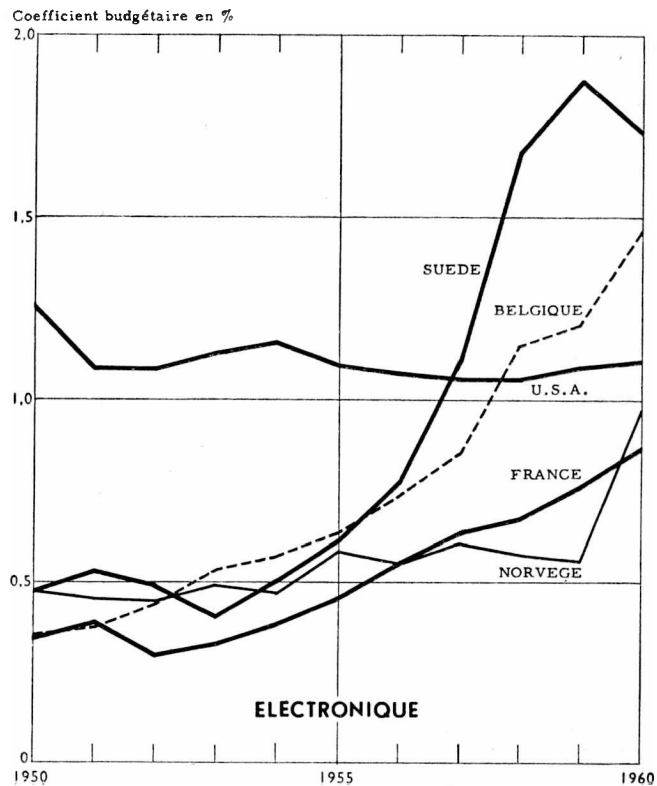
Évolution du coefficient budgétaire « Équipement du logement »

Coefficient budgétaire en %



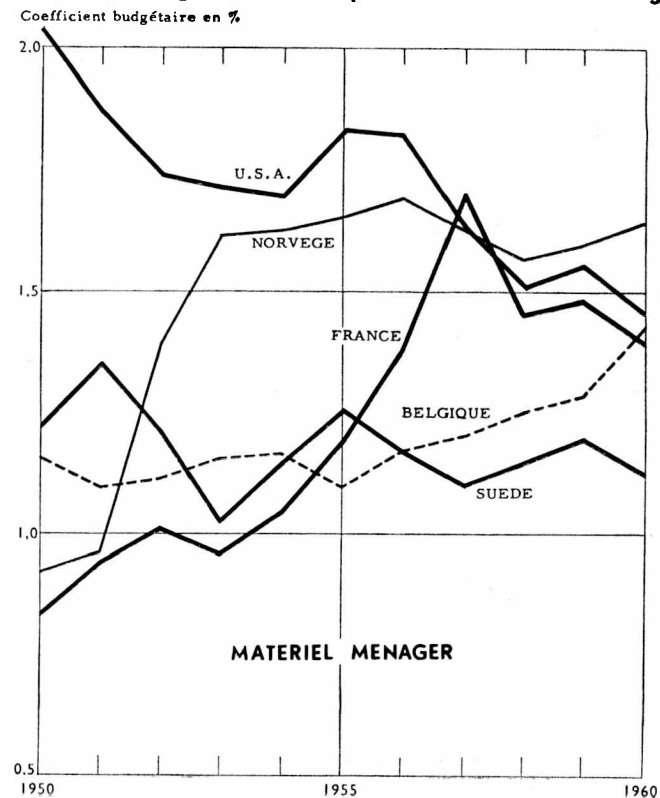
GRAPHIQUE 8

Coefficient budgétaire des dépenses d'équipement électronique



GRAPHIQUE 9

Coefficient budgétaire des dépenses de matériel ménager



Il semble donc que les phénomènes de saturation du marché de l'équipement ménager et électronique jouent un rôle important. En Europe, où presque tous les appareils sont en cours de diffusion, la part du budget consacrée à leur achat est croissante, alors qu'aux États-Unis, où le marché de la plupart des appareils est saturé, cette part tend à décroître.

Une note très documentée de Jean Acquier, récemment publiée dans « Consommation », fournit d'intéressantes précisions en matière de taux de saturation (1). Quelques chiffres tirés de cette étude illustrent notre propos :

En 1960, 95,4 machines à laver pour 100 abonnés à l'électricité aux États-Unis, contre 63,4 en Belgique, 41,3 en Grande-Bretagne et 25,6 en France. De même 98 réfrigérateurs pour 100 abonnés aux États-Unis contre 65 en Suède, 27,3 en France et 11,8 en Italie.

Les chiffres qui ont servi de base au calcul des coefficients budgétaires correspondent, rappelons-le, aux achats de biens d'équipement ménager par les ménages. Ils ne sont pas représentatifs du service rendu par les biens en service, mais correspondent aux dépenses entraînées par l'augmentation du parc ou son renouvellement.

Les coefficients budgétaires croissants, calculés pour les pays européens, traduisent une diffusion accélérée de la plupart des appareils. Aux États-Unis au contraire le coefficient budgétaire décroissant reflète la baisse des achats consécutive à la saturation du marché.

LE COEFFICIENT BUDGÉTAIRE « ÉNERGIE »

Le graphique 10 représente l'évolution au cours de la décennie 1950-1960 de la part de la consommation totale consacrée aux dépenses d'énergie. Pour tous les pays étudiés cette part est en hausse légère et irrégulière.

Cela semble explicable par l'action conjuguée de trois facteurs à savoir le climat, le niveau d'équipement ménager et le prix de l'énergie. Les deux usages domestiques principaux de l'énergie sont en effet le chauffage et le fonctionnement des appareils ménagers. L'augmentation générale du parc d'appareils ménagers en service entraîne une augmentation de la consommation d'énergie destinée à assurer leur fonctionnement, ce qui explique la hausse du coefficient. Les variations climatiques entraînent une certaine irrégularité de la consommation d'énergie pour le chauffage, irrégularité qui peut être accentuée dans certains cas par les fluctuations du prix de l'énergie à usage domestique.

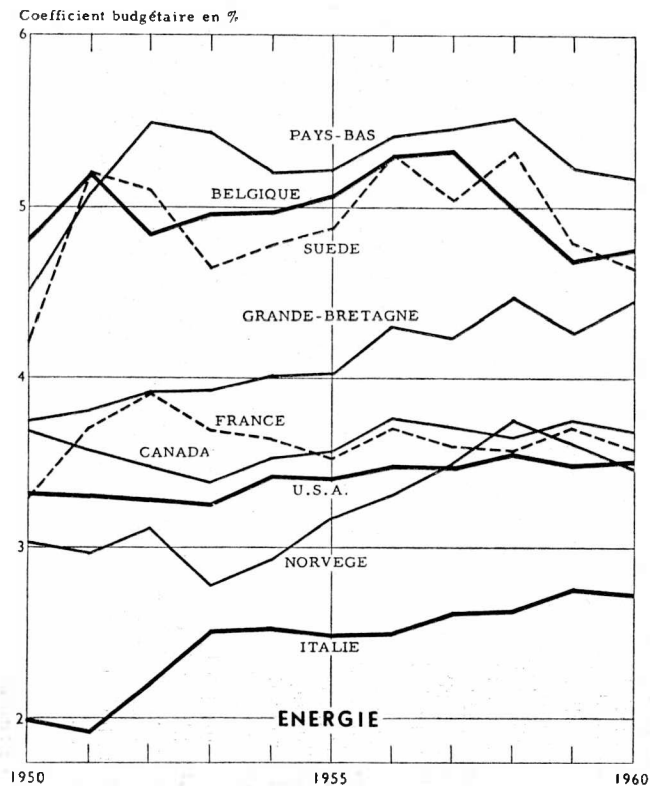
Les mêmes facteurs expliquent sans doute le niveau relatif des dépenses d'énergie dans les divers pays. C'est ainsi que le coefficient assez faible constaté aux États-Unis et en Norvège, en dépit d'un climat souvent rude et d'un équipement ménager poussé, s'explique par le bas prix de l'énergie dans ces deux pays, alors qu'en Italie chacun de ces facteurs joue dans le sens opposé pour aboutir à un résultat voisin.

Quant à la répartition des dépenses entre les diverses sources d'énergie, elle n'a pu être observée partout, faute de statistiques détaillées. Pour tous les pays où de tels renseignements sont disponibles le phénomène marquant est l'augmentation de la part relative de l'électricité et des combustibles liquides aux dépens du bois et du charbon, la part du gaz demeurant assez stable.

(1) Bibliographie [6].

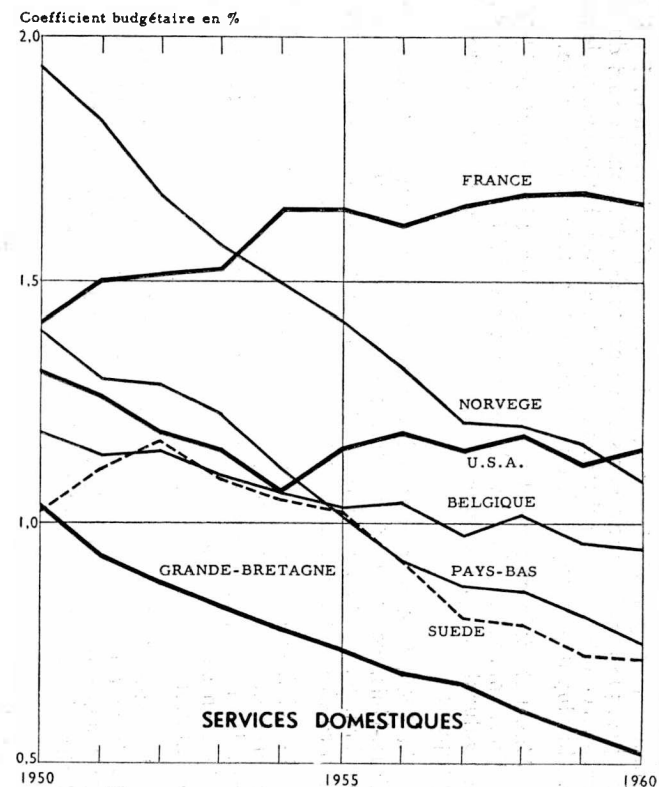
GRAPHIQUE 10

Coefficient budgétaire des dépenses d'énergie



GRAPHIQUE 11

Coefficient budgétaire des dépenses de services domestiques



LE COEFFICIENT BUDGÉTAIRE « SERVICES DOMESTIQUES »

Le graphique II représente l'évolution au cours de la décennie 1950-1960 de la part de la consommation totale correspondant à la rétribution du personnel domestique. Cette part est en baisse accentuée partout sauf aux États-Unis, où la baisse est légère, et en France, où se produit une faible hausse. L'évolution du coefficient budgétaire relatif aux services domestiques traduit en effet deux phénomènes distincts : une hausse du prix de ces services et une diminution des effectifs de la main-d'œuvre employée.

Dans la plupart des pays la baisse des effectifs est très marquée et compense largement la hausse du prix réel des services domestiques. Aux États-Unis, où les effectifs sont déjà très faibles en 1950, leur diminution est moins rapide. En France enfin les effectifs demeurent à peu près stables et la hausse du coefficient traduit presque directement la hausse des salaires réels.

Notons que les ménages employeurs de main-d'œuvre domestique ne représentent qu'une faible fraction de la population totale (1). Le coefficient budgétaire moyen national est donc en matière de services domestiques une abstraction particulièrement peu représentative de la réalité.

CONCLUSION

L'étude des coefficients budgétaires a un caractère global et purement descriptif. Elle permet la mise en évidence de certains phénomènes, mais n'aboutit ni à leur description complète, ni a fortiori à leur explication.

La possibilité d'isoler l'influence des variations de prix apparaît en particulier comme une source de progrès importants dans la description. C'est ce qui a été tenté ici en matière de dépenses de logement. Les statistiques disponibles ne permettent malheureusement pas l'extension d'une telle tentative aux autres dépenses d'habitation.

La présente étude a néanmoins permis la mise en évidence de plusieurs phénomènes intéressants. L'importance des écarts entre niveaux de dépenses d'habitation d'un pays à l'autre révèle des différences considérables entre structures nationales de consommation. La stabilité relative du coefficient budgétaire « habitation, logement exclu » reflète la lenteur des modifications de structure de la consommation à ce niveau. La hausse du coefficient budgétaire « logement » traduit avant tout l'influence d'une hausse généralisée du prix réel du logement. Le niveau de vie explique une grande partie des écarts constatés au niveau du total des dépenses d'habitation, mais beaucoup moins dès qu'il s'agit de catégories de dépenses moins globales.

(1) Dans l'enquête française de 1956, près des 3/4 des salaires versés le sont par des ménages appartenant aux deux classes supérieures de revenu, représentant moins de 15 % de la population enquêtée. Cf. Bibliographie [7], en particulier p. 161.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] GILBERT Milton and KRAVIS Irving B., **An international comparison of national products and the purchasing power of currencies**, O.E.C.E., Paris, 1954.
- [2] GILBERT Milton and associates, **Comparative national products and price levels**, O.E.C.E., Paris, 1958.
- [3] O.N.U., **Système de Comptabilité Nationale**, Studies in methods, Séries F, n° 2 et Revue n° 1.
- [4] O.C.D.E., **Système normalisé de Comptabilité Nationale**, O.C.D.E., Paris, 1958.
- [5] Conférence des statisticiens européens, **Programme européen de statistique des dépenses de consommation privée**, Conf. Eur. Stats./WG. 12/12, O.N.U., ronéotypé.
- [6] ACQUIER Jean, **Les parcs de quelques matériels ménagers**, Consommation, Dunod, Paris, 1963, octobre-décembre, n° 4.
- [7] **La consommation des ménages Français en 1956**, Consommation, Dunod, Paris, 1960, avril-juin et juillet-septembre, n° 2 et 3.
- [8] STONE Richard, **Quantity and price indexes in national accounts**, O.E.C.E., Paris, 1956.
- [9] O.C.D.E., **Statistiques générales**, Comptes Nationaux, O.C.D.E., Paris, novembre 1962.
- [10] ROTTIER Georges, **Niveau de vie et consommation de la population non agricole**, Consommation, Dunod, Paris, 1959, juillet-septembre, n° 3.
- [11] BENTZEL, **Den privata Konsumtionen i Sverige, 1931-1965**, Stockholm, 1957.
- [12] ROTTIER Georges, **Enquêtes par sondage et analyse de la demande**, Paris, 1963.
- [13] **Les Comptes de la Nation**, Volume II, Méthodes, Paris, 1960, reproduit dans Statistiques et Études Financières, n° 141.
- [14] **Tableau général de la consommation des Français de 1950 à 1960**, Consommation, Dunod, Paris, 1961, juillet-décembre, n° 3-4.
- [15] **La consommation des Français de 1959 à 1961**, Consommation, Dunod, Paris, 1963, janvier-mars, n° 1.